

RD-CONGO



# LE COURRIER DE KINSHASA

300 FC/200 CFA

N° 3405 - VENDREDI 11 JANVIER 2019

## RÉSULTATS PROVISOIRES DE LA PRÉSIDENTIELLE

### Les Congolais ont choisi Félix Tshisekedi

Le voile a finalement été levé sur les résultats de la présidentielle du 30 décembre 2018. Le verdict prononcé hier par Corneille Naanga, au terme d'une plénière laborieuse de la Ceni qui a duré plus de cinq heures, a crédité Félix Tshisekedi de plus de sept millions de suffrages, soit 38% des voix.

Le fils Tshisekedi dépasse de près d'un million de voix son concurrent direct, Martin Fayulu, qui s'est pourtant tiré à bon compte avec plus de six millions des voix. Quant au candidat du Front commun pour le Congo, Ramazani Shadary, il s'est positionné à la troisième place, loin derrière les deux ténors de l'opposition avec près de quatre millions de voix, soit 23%.

Page 6



Radio Okapi/Photo John Bompens

## ALTERNANCE DÉMOCRATIQUE

### Les Kinois fêtent déjà Antoine-Félix Tshisekedi

Sans crainte de la nuit et de l'obscurité, les joyeux ont pris d'assaut le siège de l'Union pour la démocratie et le progrès social et quartier général de la coalition Cach, à Limete, pour célébrer la victoire qu'ils pensent être la leur et qu'ils ont vue venir depuis le début de la semaine. Plusieurs centaines des Kinois ont fait, juste après l'annonce des résultats de la présidentielle, vers 3 h du matin du 10 janvier, une descente vers le siège de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), à Limete, pour saluer la victoire de Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo à la présidentielle.

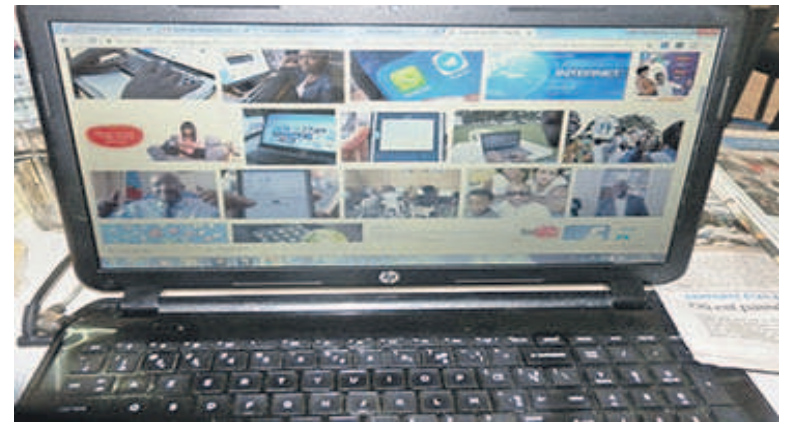
Page 7



De supporters de Tshisekedi devant le siège de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) à Kinshasa le 10 janvier 2019. Dr John WESSELS/AFP

## COMMUNICATION

### Internet coupé, des opérations bloquées



La connexion internet est coupée et le service SMS bloqué depuis le 30 décembre 2018 sur toute l'étendue de la RDC. Le gouvernement justifie ces mesures par sa volonté d'empêcher les utilisateurs des réseaux sociaux et du service SMS de déranger le processus électoral qui amorce son atterrissage, avec les scrutins couplés du 30 décembre 2018.

Les utilisateurs attendent, de pied ferme, la réhabilitation de ces services pour continuer à en user et partager allégrement les informations. Lors des précédentes coupures d'internet et de service SMS, les opérateurs financiers et de télécoms estimaient les pertes subies journalièrement à plusieurs milliers de dollars

Page 7



V.Club

## CAF-C1/PHASE DES GROUPES

### V.Club défie Al Ahli au Caire

L'AS V.Club s'est envolée hier pour le Caire. Le club champion du Congo affronte demain, dans la capitale égyptienne, Al Ahli en première journée du groupe D de la phase des groupes de la Ligue des champions d'Afrique. V.Club s'est visiblement préparé afin de ne pas passer à côté de cette première sortie à cette étape de la C1 africaine.

V.Club a disputé trois rencontres successives à Lubumbashi pour le compte de la 24e édition du championnat de la Ligue nationale de football, avant de prendre son avion pour le Maghreb.

Page 8



## ÉDITORIAL

## Au nom du père

À ceux qui s'interrogent aujourd'hui sur la capacité du nouveau président de la République démocratique du Congo (RDC), Félix Tshisekedi, de gouverner cet immense pays dans la paix et l'unité, nous ne saurions trop conseiller de lire ou de relire avec attention la biographie de son père, Etienne. Si, en effet, comme le veut l'adage « tel père tel fils », le successeur de Joseph Kabila respecte l'héritage moral qui lui a été légué par celui qui lui a donné vie, le peuple dont il commande désormais pour un temps le destin aura toutes les raisons d'espérer dans le futur.

Entendons-nous bien à ce propos : ce qui précède ne signifie nullement que l'on doit accorder une confiance aveugle à l'homme que les Congolais de la RDC ont élu le 30 décembre au terme d'un long, très long processus institutionnel. Mais simplement que le fait d'avoir été élevé dans des conditions difficiles et dans un milieu qui respectait les valeurs de l'humanisme, de la démocratie, de la liberté individuelle et collective permet de présager le meilleur plutôt que le pire.

Si Félix Tshisekedi est pénétré, comme tout permet de le croire, des principes qui ont conduit son père à lutter contre l'autoritarisme, contre la violence aveugle, contre les abus de toutes sortes que suscitait le pouvoir absolu, la RDC écrira dans les années à venir une nouvelle page de son Histoire marquée par la recherche de réponses adaptées aux problèmes qui se posent à elle. Peut-être, sans doute même, ne parviendra-t-elle pas à les résoudre tous dans le temps imparti par le quinquennat mais, du moins, son aspiration à la paix, à l'unité, à la cohésion sociale sera-t-elle entendue au plus haut niveau de l'État.

Ce qu'il faut espérer dans le moment présent, où le nouveau président s'appête à assumer les pouvoirs qui lui ont été conférés par le peuple congolais, c'est bien qu'il sache constituer autour de lui une majorité parlementaire stable, cohérente, ouverte sur le monde, capable de concrétiser le programme sur lequel il a été élu. C'est aussi qu'il s'emploie à restaurer l'unité d'un pays dont l'immensité géographique menace la cohésion interne de façon permanente et à resserrer durablement ses liens avec les pays qui l'entourent.

Gouverner au nom du père en quelque sorte...

*Le Courrier de Kinshasa*

## RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

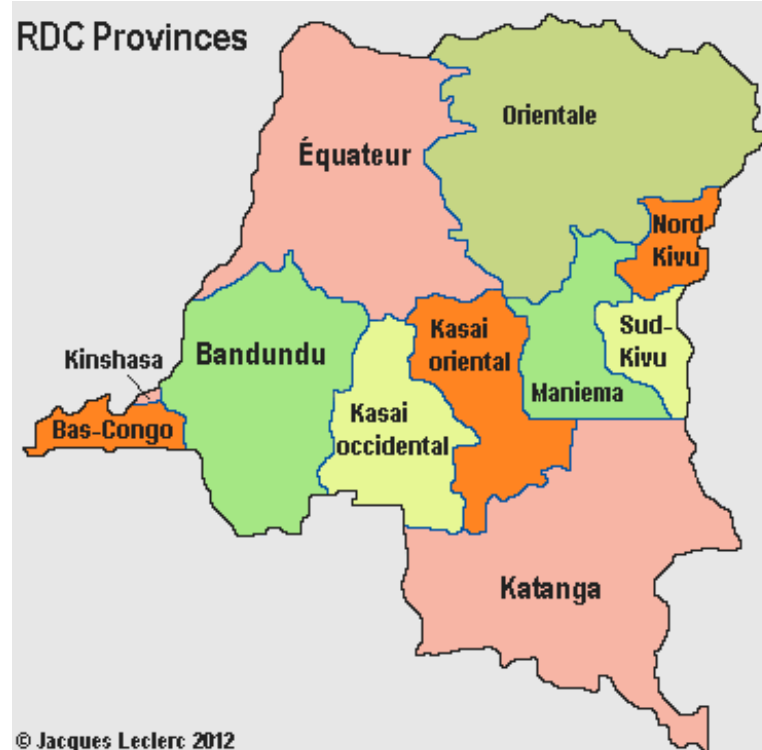
## Un géant sous tension

La République démocratique du Congo (RDC) demeure un pays instable parmi les plus pauvres au monde malgré son fort potentiel minier.

Un État continent. Grand comme quatre fois la Belgique, ancienne puissance coloniale, la RDC est l'État le plus vaste d'Afrique centrale, abritant 81,3 millions d'habitants (Banque mondiale, 2017), majoritairement catholiques. Il partage ses frontières avec neuf pays : Congo-Brazzaville, Centrafrique, Soudan du Sud, Ouganda, Rwanda, Burundi, Tanzanie, Zambie et Angola et possède une petite façade maritime de 35 km sur l'océan Atlantique.

Guerres régionales. Dès son accession à l'indépendance, en 1960, le pays doit faire face aux velléités de sécession du Katanga, région minière située au sud-est du pays en 1960 puis 1978. Le pays est également ravagé par deux guerres régionales (1996-1997 et 1998-2003). Ces conflits, entamés dans le Kivu (est) par des rébellions qui se sont élargies, ont impliqué jusqu'à sept pays africains sur le sol congolais, dont le Rwanda. Plus d'un million de Rwandais hutu s'y étaient réfugiés en 1994 après le génocide.

Crise politique. En 2001, Joseph Kabila succède à son père assassiné. Il est élu président en 2006 lors des premières élections libres depuis l'indépendance, puis réélu en 2011, lors d'un scrutin marqué par des violences et des fraudes. En 2015, la perspective d'un maintien de Kabila au pouvoir au-delà de son dernier mandat déclenche de violentes manifestations avec des dizaines de morts. Fin 2016, un accord politique lui permet de rester jusqu'à des élections prévues fin 2017. Le scrutin sera repoussé à fin 2018.



© Jacques Leclerc 2012

## Crise sécuritaire et humanitaire

Malgré la présence de la plus importante mission de l'ONU, la Monusco (dix-sept mille soldats), la RDC est en proie à de nombreux conflits. Plus d'une centaine de groupes armés sont répertoriés dans le Kivu (Est), dont les rebelles ougandais musulmans de l'ADF qui sèment la terreur dans la région de Beni, où ils sont accusés d'avoir tué des centaines de civils ainsi qu'une quinzaine de Casques bleus. L'armée affronte aussi la milice congolaise Yakutumba dans le Sud-Kivu. Le Kasai (centre) a lui basculé dans la violence en septembre 2016 après la mort d'un chef coutumier tué par les forces de sécurité. Ce conflit a fait plus de trois mille morts dont deux experts de l'ONU et 1,4 million de déplacés. Des violences intercommunautaires ont lieu également en Ituri (nord-est) et dans le Tanganyika (sud-est). En mars 2018, l'ONU faisait état de 7,7 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire. La RDC est également confron-

tée à des épidémies d'Ebola et de choléra qui ont fait plusieurs centaines de morts. Fin 2018, des affrontements interethniques entre Batende et Banunu sur le territoire de Yumbi/Bolobo, dans le Mai-Ndombé, ont provoqué la fuite de plusieurs milliers de ressortissants dans le Congo-Brazzaville voisin.

Richesses minières

Le pays parmi « les plus pauvres », pourrait, selon la Banque mondiale, devenir un des plus riches du continent s'il surmontait son instabilité politique, grâce à ses richesses minières. La RDC est le principal producteur de cobalt, indispensable aux téléphones portables, qui vient d'être classé « minerais stratégiques ». Parmi ses autres richesses: or, cuivre, diamants, fer, nickel, manganèse, bauxite, uranium, étain, coltan... En 2017, la croissance s'est établie à 3,7% selon la Banque mondiale. Le pays est classé 176e sur 188 pour son indice de développement humain (Pnud) et 161e sur 180 pour sa corruption (Transparency international).

**LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE** Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : [www.brazzaville-adiac.com](http://www.brazzaville-adiac.com)

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions : Gerry Gérard Mangondo  
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara

Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,  
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion  
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé

Service Économie : Quentin Loubou (chef de service), Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys  
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika  
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya  
ÉDITION DU SAMEDI : Quentin Loubou (Coordination), Durly Emilia Gankama

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Commercial : Mélaïne Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikomat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).  
Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali  
Coordonnateur : Alain Diasso  
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa  
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi  
Culture : Nioni Masela  
Sports : Martin Enyimo

Comptabilité et administration : Lukombo Caisse : Blandine Kapinga  
Distribution et vente : Jean Lesly Goga

Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa  
Gombé/Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

## MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)  
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

## INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

## ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo  
Chef de service : Abira Kiobi  
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso  
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi  
Caisse principale : Sorrelle Oba

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga  
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré  
Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama  
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima  
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani  
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.  
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelé Ngonu

## TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

## INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila  
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi  
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo  
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

## DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse  
Assistante : Marlaine Angombo

## IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo  
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi  
Gestion des stocks : Elvy Bombete  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo  
Tél. : (+242) 05 629 1317

eMail : [imp-bc@adiac-congo.com](mailto:imp-bc@adiac-congo.com)

## INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

## LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

## GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.  
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
[www.lesdepechesdebrazzaville.com](http://www.lesdepechesdebrazzaville.com)  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /  
Tél.: 06 700 09 00 /  
Email : [regie@lesdepechesdebrazzaville.fr](mailto:regie@lesdepechesdebrazzaville.fr)  
Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault



## LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO RETIENT SON SOUFFLE

## Félix Tshisekedi proclamé vainqueur contesté dans la foulée

**La République démocratique du Congo (RDC) semblait s'engager hier dans la voie d'une alternance historique avec l'annonce de la victoire à la présidentielle d'un opposant, Félix Tshisekedi, cependant aussitôt contestée par une partie de l'opposition et par l'Eglise, et déjà marquée par le sang.**

Actant la première transition démocratique depuis l'indépendance du pays en 1960, la Commission électorale nationale indépendante (Céni) a déclaré Felix Tshisekedi, 55 ans, vainqueur de la présidentielle avec 38,57% des voix, devant l'autre tête de l'opposition divisée, Martin Fayulu (34,8%) selon des résultats provisoires.

Annoncée après une longue attente aux premières heures de l'aube, la nouvelle a été accueillie par des foules de jeunes en joie dans les rues de Kinshasa ou Goma (est) mais le mécontentement des pro-Fayulu s'est également fait entendre et certains de ses fiefs ont été le théâtre de violences. En particulier à Kikwit (ouest) où deux policiers et deux civils sont morts dans la répression de la contestation des résultats. « On nous a volé la victoire », criaient ses partisans à Kisangani (nord-est) où la police a usé de gaz lacrymogènes et tirs de sommation. De fait, Martin Fayulu a immédiatement rejeté les résultats et dénoncé un « véritable putsch électoral ». « Ces résultats n'ont rien à voir avec la vérité des urnes », a-t-il affirmé à Radio France internationale.

**Liesse et violence**

La puissante Eglise catholique, qui avait déployé quarante mille observateurs le jour du scrutin et appelé la commission électorale à ne pas trahir « la vérité des urnes », a également mis en doute ces résultats. « Tels que publiés par la Céni (ils) ne correspondent pas aux données collectées par notre mission d'observation », a déclaré le porte-parole de l'épiscopat, l'abbé

Donatien Nshole. Fait notable cependant, les évêques n'ont pas donné le nom de celui qu'ils pensent avoir gagné et ont officiellement pris acte de la publication des résultats « qui, pour la première fois dans l'histoire de notre pays ouvre la voie à l'alternance au sommet de l'Etat ».

La France, elle, est étonnamment montée au créneau. « Il semble bien que les résultats proclamés (...) ne soient pas conformes aux résultats » réels et que Martin Fayulu est « a priori » le vainqueur du scrutin du 30 décembre, a déclaré son ministre des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, à la télévision CNews, assurant s'appuyer sur les chiffres de la mission d'observation de l'Eglise catholique.

**Putsch électoral**

La RDC, plus grand pays d'Afrique sub-saharienne, vit une double situation historique. C'est la première fois qu'un opposant est proclamé vainqueur d'une élection présidentielle après les deux élections de Joseph Kabila en 2006 et 2011. C'est aussi la première fois que le président sortant accepte de se retirer sous la pression de la Constitution selon laquelle il ne pouvait pas briguer un troisième mandat d'affilée.

Mais ce scrutin à un tour, reporté trois fois depuis 2016, n'efface pas non plus le souvenir de sa réélection en 2011 entachée de violences. Dès jeudi matin, le chef de l'ONU, Antonio Guterres, a exhorté à « s'abstenir d'actes violents » dans un pays marqué par de nombreux conflits internes et deux guerres régionales. L'Union européenne et l'Union africaine ou l'Afrique du Sud ont appelé au calme.

Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo hérite du nom de son père Etienne, figure historique de l'opposition en RDC décédé le 1er février 2017, et de la machine de guerre laissée en héritage, l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), fondée dans les années 1980 contre la dictature du



Le président de la Céni lors de la publication des élections

maréchal Mobutu et au sein de laquelle il a gravi tous les échelons. Il faisait équipe pour ce scrutin avec l'ex-président de l'Assemblée nationale et ex-candidat, Vital Kamerhe. Mais c'est à Joseph Kabila qu'il a dédié ses premières paroles après avoir été « provisoirement élu » selon les termes officiels. « Aujourd'hui, nous ne devons plus le considérer comme un adversaire mais plutôt comme un partenaire de l'alternance démocratique dans notre pays. » Et « je serai le président des Congolais qui m'ont élu et de ceux qui ne m'ont pas élu », a-t-il ajouté à l'adresse des partisans de ses rivaux.

La Cour constitutionnelle doit publier les résultats définitifs, qui peuvent encore faire l'objet de recours, dans les dix jours. Une possibilité évoquée par la coalition au pouvoir même si celle-ci a « pris acte » des résultats provisoires. Son dauphin, l'ex-ministre de l'Intérieur sous sanctions de l'Union européenne, Emmanuel Ramazani Shadary, n'est arrivé qu'en troisième

position avec 23,8%. Les dix-huit autres candidats font des scores anecdotiques.

Ce sont désormais les résultats des élections législatives, déroulées le même jour que la présidentielle, qui sont attendus et qui permettront de déterminer les capacités de Félix Tshisekedi à diriger le pays - s'il est confirmé. Ces derniers jours, son camp avait tendu la main au président Kabila.

Inter/Hommage à Joseph Kabila Avant même la proclamation des résultats, « une rencontre » entre Félix Tshisekedi et Joseph Kabila avait été évoquée par l'UDPS « pour préparer la passation pacifique et civilisée du pouvoir ». A quoi le gouvernement avait répondu qu'il n'allait « pas rejeter la main tendue parce qu'il y a un

temps pour tout, un temps pour s'opposer et se disputer l'électorat mais aussi un temps pour s'unir ».

Ces échanges ont suscité la colère du camp Fayulu. A mots voilés, ses partisans ont mis en garde contre un échange de bons procédés. « Kabila n'a pas à dire: je veux telle personne, je ne veux pas de telle. Ce n'est pas sa résidence privée ni une affaire de famille, c'est une affaire d'Etat », a dit la porte-parole de la coalition Lamuka formée autour de Martin Fayulu, Eve Bazaiba.

Pour le centre de recherche EXXAfrica, si la victoire de Tshisekedi est « très surprenante », elle prend cependant sens dans le contexte actuel où le président sortant pourra « user de son influence sur Tshisekedi qui doit désormais son ascension au contrôle de Kabila sur la commission électorale ». Joseph Kabila, 47 ans, au pouvoir depuis l'assassinat de son père et prédécesseur le 16 janvier 2001, il restera en fonction « jusqu'à l'installation effective du nouveau président élu ».

## PORTRAIT

## Félix Tshisekedi, héritier de l'opposition

**L'opposant congolais Félix Tshisekedi, élu président de la République démocratique du Congo pour la première alternance démocratique de l'histoire du pays, est l'héritier politique de son père Étienne, décédé le 1er février 2017 à Bruxelles.**

Au contraire de son père, éternel « opposant historique », « Félix », 55 ans, a réussi à bousculer le « dauphin » désigné du président sortant, Joseph Kabila, qui ne pouvait constitutionnellement se présenter pour un troisième mandat. En 2011, Étienne Tshisekedi, battu, n'avait pu que contester la réélection de Laurent Kabila.

« Fatshi » - surnom du président élu - était soutenu dans ce combat par l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), parti fondé par son père dans les années 1980 contre le maréchal Mobutu. Il a été désigné sans surprise président et candidat de l'UDPS lors d'un congrès en avril dernier au siège historique du parti à Limete, une des vingt-six communes de Kinshasa.

Facilement reconnaissable à sa haute taille et à sa carrure massive, l'homme est d'un abord



Donné vainqueur des résultats provisoires, Félix Tshisekedi célèbre sa victoire, avec son épouse et des militants de son parti, l'UDPS, ce jeudi matin dans la résidence familiale de Limete à Kinshasa (Caroline Thirion/AFP)

courtois, à l'écoute. Le ton de la voix est mesuré dans le tourbillon des passions électorales. Il est jugé diplomate, conciliant et à l'écoute des autres et contrairement à son père en 2011, il faisait équipe avec un « ticket », l'ex-président de l'Assemblée nationale, Vital Kamerhe, également candidat sous son propre nom en 2011.

Les deux hommes ont rompu en novembre un accord qu'ils avaient

signé avec cinq autres opposants pour soutenir la candidature d'un seul d'entre eux, Martin Fayulu, arrivé deuxième du scrutin selon les résultats annoncés dans la nuit de mercredi à jeudi par la Commission nationale électorale indépendante. Mais aux critiques l'accusant d'avoir rompu l'unité de l'opposition, les proches de « Félix » rétorquaient qu'il n'avait fait qu'écouter la « base » de l'UDPS, en colère contre l'accord. Inter / Exil en Belgique

Né en juin 1963, Félix-Antoine Tshisekedi est le troisième d'une famille de cinq enfants. A l'âge de 19 ans, il suit son père relégué par Mobutu dans son village du Kasai. Un épisode marquant pour le jeune homme. A 22 ans, « Fatshi », sa mère et ses frères prennent le chemin de l'exil en Belgique. A Bruxelles, le jeune homme fait le coup de poing contre des proches de Mobutu ou même des policiers belges, un soir de février à l'aéroport, quand son père est empêché de rentrer à Kinshasa.

Peu à peu, il gravit tous les échelons de l'UDPS. Luba du Kasai, il est élu député national à Mbuji-Mayi en 2011. Il refuse de siéger à l'Assemblée nationale pour respecter le mot d'ordre de son père contre la réélection de Joseph Kabila. En 2015, il était au cœur des négociations secrètes qui n'avaient pas abouti avec des émissaires de Joseph Kabila à Ibiza (Espagne), Monaco, Paris et Bruxelles.

Fin 2016, juste avant la mort de son père, il est encore aux avant-postes des négociations majorité/opposition sous l'égide de l'Eglise catholique, qui allaient déboucher

sur l'accord de la Saint-Sylvestre reportant les élections. Il aurait alors refusé un poste de Premier ministre, tandis que le président Kabila se maintenait au pouvoir au-delà de la fin de son deuxième et dernier mandat.

En cas d'alternance, Félix Tshisekedi évoquait en août 2017 devant l'AFP « une commission vérité et réconciliation », notamment pour demander des comptes à Joseph Kabila. Ces derniers jours, il avait tendu la main au sortant, affirmant qu'il est « évident qu'il pourra vivre tranquillement dans son pays, vaquer à ses occupations, il n'a rien à craindre ».

Et son accession au pouvoir devrait lui permettre de réaliser enfin un rêve: organiser des funérailles nationales pour son père. La dépouille du « Sphinx » se trouve toujours en Belgique, faute d'accord pour les obsèques au pays avec le pouvoir. « Je n'aime pas en parler, c'est une souffrance », disait le désormais président élu.

Exergue : « Je serai le président des Congolais qui m'ont élu et de ceux qui ne m'ont pas élu »



## PRÉSIDENTIELLE EN RDC

## Liesse et violences à l'annonce des résultats

**Pleurs de joie et gaz lacrymogènes: des scènes de liesse ont accueilli jeudi la proclamation de la victoire de Félix Tshisekedi à la présidentielle en République démocratique du Congo mais aussi des violences qui ont éclaté dans le camp de l'autre candidat d'opposition donné battu, Martin Fayulu.**

Après plusieurs jours de retard et au terme d'une interminable attente dans la nuit de mercredi à jeudi, le président de la Commission nationale indépendante (Ceni), Corneille Nangaa, après avoir égrainé lentement les chiffres, a fini par proclamer la victoire du fils de l'opposant de toujours, Etienne Tshisekedi, au scrutin du 30 décembre, selon des résultats provisoires.

Dès l'annonce des résultats, les partisans de «Fatshi», comme il est surnommé, ont laissé éclater leur bonheur dans les rues. Heure après heure, par milliers, des jeunes, certains portant des t-shirts à l'effigie de leur champion, ont agité des branches d'arbre en courant dans les rues de Kinshasa.

La proclamation du vainqueur a eu lieu dans une ambiance tendue par l'enjeu : la première alternance démocratique à la tête de la RDC après dix-huit ans de



Les partisans de l'UPDS célèbrent, ce jeudi à Kinshasa, la victoire de leur candidat, Félix Tshisekedi (John Wessels/AFP)

règne du président Joseph Kabila et dans l'histoire du Congo moderne, indépendant depuis 1960. « On remercie le bon Dieu et on remercie le président Kabila pour sa bonne foi. Quand même ! Il a libéré le Congo, voilà aujourd'hui nous sommes libres », s'est réjoui un jeune homme au milieu d'une foule défilant boulevard Lumumba, dans le centre de la capitale animé par des colonnes de taxi-motos qui avançaient phares allumés dans un concert

de klaxons. Au siège de l'UDPS (Union pour la démocratie et le progrès social), le parti historique d'opposition et arme de guerre du candidat, des milliers de militants ont chanté et dansé toute la nuit. Ambiance de rues en liesse également à Lubumbashi, deuxième ville de la RDC (sud-est) ou à Goma (est) à l'annonce de la victoire de Félix Tshisekedi devant Martin Fayulu et le candidat du pouvoir, l'ex-ministre de l'Intérieur, Emmanuel Ramazani

Shadary. « Je serai le président des Congolais qui m'ont élu et de ceux qui ne m'ont pas élu », a déjà déclaré Félix Tshisekedi tandis que son rival Fayulu, lui, dénonçait un « putsch électoral. Des réactions à travers le pays A Kisangani, ville du nord-est du pays où il a drainé le plus de monde pendant sa campagne électorale, pneus et étals ont brûlé dans les rues. Des pierres ont été amassées pour servir de munitions contre la police et former

des barricades, a observé un correspondant de l'AFP. « On nous a volé la victoire », assurait un homme d'une vingtaine d'années en montrant une effigie de Martin Fayulu. La police aurait lancé des gaz lacrymogènes et procédé à des tirs de sommation pour disperser des attroupements dans trois des cinq communes de la ville, selon des témoins.

A Kikwit, ville de l'ouest de la RDC et autre place forte de Martin Fayulu, les activités étaient paralysées ce jeudi : boutiques, marchés et écoles sont restés fermés par crainte de possibles manifestations, selon un correspondant de l'AFP.

Le monument d'Antoine Gizenga, un compagnon de l'ex-Premier ministre Patrice Lumumba assassiné en 1961 a été brûlé par des manifestants dispersés à coups de tirs de sommation par des policiers et des militaires.

A Kananga, fief du président proclamé dans le centre du pays, la police a ouvert le feu, blessant trois manifestants alors que plusieurs milliers de personnes envahissaient les rues de la ville scandant : « Tshisekedi président, on a gagné ! ». La Radio «Full contact» SSS qui a servi à la campagne du candidat du pouvoir, Ramazani Shadary, aurait été vandalisée par des inconnus selon ce média.

## ELECTIONS EN RDC

## La Commission européenne appelle à éviter les violences

**La Commission européenne a appelé jeudi les Congolais à éviter les violences après la contestation de la victoire de l'opposant Félix Tshisekedi par son rival Martin Fayulu et l'Eglise catholique congolaise et les doutes exprimés par la France et la Belgique.**

« Nous appelons tous les acteurs politiques en République démocratique du Congo à s'abstenir de tout acte de violence », a déclaré Maja Kocijancic, porte-parole de la diplomatie de l'Union européenne. « Nous prenons note des résultats provisoires et du fait qu'ils sont contestés par une partie de l'opposition », a-t-elle souligné, en insistant : « Le résultat doit être conforme au choix fait par les Congolais ».

« Il faut que les résultats annoncés soient confirmés et appuyés par les rapports établis après la compilation locale des résultats », a souligné la porte-parole de la diplomatie européenne tandis que le chef de la diplomatie française, Jean-Yves Le Drian, a jugé les résultats annoncés « pas conformes aux résultats constatés ici ou là » et a déclaré que Martin Fayulu, un autre opposant, était « a priori » vainqueur. Son homologue belge, Didier Reynders, s'est montré plus prudent. « Nous avons un certain nombre de doutes que l'on doit vérifier », a déclaré le ministre de l'ancienne puissance coloniale. « Il y a une vraie peur que la situation ne dégénère en violences », a confié à l'AFP un responsable européen.



A Beni, dans le Nord-Kivu, où Martin Fayulu avait été acclamé par la population début décembre, le scrutin a été reporté au mois de mars en raison de la présence de groupes armés et de l'épidémie d'Ebola. Un report qui avait entraîné des heurts à la veille du scrutin (Alexis Huguet/AFP)

## INTERNATIONAL

## Les premières réactions

Prenant acte « des résultats provisoires de l'élection présidentielle en République démocratique du Congo, tels que proclamés par la Ceni », le président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat, « réitère ses félicitations au peuple, aux acteurs politiques, à la société civile et aux institutions compétentes de la République démocratique du Congo pour la tenue des élections dans des conditions jugées satisfaisantes par la mission d'observation électorale de l'Union africaine dirigée par le président Dioncounda Traoré ». L'ancien Premier ministre tchadien « souligne la nécessité pour tous les acteurs concernés d'agir de façon à consolider la démocratie et à préserver la paix dans le pays. Dans ce contexte, il est important que toute contestation des résultats proclamés, notamment celle portant sur leur non-conformité avec la vérité des urnes, se fasse pacifiquement, par le recours aux procédures prévues par les textes en vigueur et le dialogue politique entre toutes les parties prenantes ».

Didier Reynders, ministre belge des Affaires étrangères, a réagi, jeudi matin, sur la RTBF : « Ce que l'on attend maintenant, c'est de voir la réaction des Congolais eux-mêmes ainsi que des observateurs qui ont eu l'occasion de voir comment se déroulait le dépouillement (...). Nous avons demandé que les résultats soient publiés, la Ceni vient de faire une publication provisoire, ça montre qu'il y a une évolution dans le débat aujourd'hui et dans le pays, en tout cas à travers l'élection d'un opposant au candidat du régime, mais c'est un processus qui a été chaotique ».

La Commission européenne a « pris note des résultats provisoires » du scrutin mais aussi du « fait qu'ils sont contestés par une partie de l'opposition », selon un porte-parole de l'institution bruxelloise, ajoutant : « Nous attendons d'avoir un retour des missions d'observation sur place, notamment de certains de nos partenaires africains ».

La Conférence épiscopale nationale du Congo (Cenco) a pour sa part affirmé jeudi que « les résultats de l'élection présidentielle tels que publiés par la Ceni (commission électorale) ne correspondent pas aux données collectées par notre mission d'observation à partir des bureaux de vote et de dépouillement ». « Nous prenons acte de la publication des résultats provisoires de l'élection présidentielle qui, pour la première fois dans l'histoire de notre pays ouvre la voie à l'alternance au sommet de l'Etat », a néanmoins estimé la Cenco.

La Cenco a déployé une mission d'observation du scrutin et avait déclaré le 4 janvier connaître le nom de celui qu'elle considère vainqueur, sans le nommer.



## ELECTIONS EN RDC

# Protagonistes et dénouements possibles

**Commission électorale, candidats et forces politiques, Eglise catholique et société civile, forces de sécurité, diplomatie : ces protagonistes de la crise politique en République démocratique du Congo ont écrit l'élection présidentielle pour la succession du président Joseph Kabila.**

La Commission électorale nationale indépendante (Céni) La Céni est la seule autorité habilitée par la loi à proclamer les résultats. Issu de la société civile, son président Corneille Nangaa a pour second un vice-président qui a été nommé par le parti au pouvoir, Norbert Basengezi. Le binôme se trouve à la tête d'un organe décisionnel, une Assemblée plénière de treize membres supposée refléter le pluralisme de la société congolaise. L'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) a demandé en vain le remplacement du rapporteur Jean-Pierre Kalamba, issu de ses rangs, mais qui s'est éloigné depuis du parti historique de l'opposition congolaise. En novembre 2015, plusieurs membres dont le questeur avaient démissionné. Il était issu des rangs d'un des sept partis qui venaient de passer à l'opposition en septembre 2015. « *La Céni a été reformée pour aller dans le sens du pouvoir* », dénonce l'opposition. Les candidats et les forces politiques

- Emmanuel Ramazani Shadary, 58 ans, ex-ministre de l'Intérieur sous sanction de l'Union européenne, est le candidat choisi par le président Kabila et la coalition de la majorité Front commun pour le Congo pour conserver le pouvoir, après le retrait du «chef» contraint par la Constitution.

- Martin Fayulu est le candidat d'opposition soutenu par deux

victoire, Martin Fayulu s'était engagé à céder à ses alliés les postes de Premier ministre, de président de l'Assemblée nationale et de président du Sénat. Ce qui aurait signifié un retour

considéré comme un traître par le président Kabila depuis qu'il est passé à l'opposition en septembre 2015, avant de partir en exil à Bruxelles. « *Katumbi me rappelle Judas, qui est parti*

- Félix Tshisekedi a fait campagne avec son «ticket» Vital Kamerhe, l'ex-président de l'Assemblée nationale annoncé futur Premier ministre en cas de victoire.

## Emmanuel Ramazani Shadary, le dauphin déchu

Homme de confiance et héritier politique du président sortant, Emmanuel Ramazani Shadary est arrivé en 3e position du scrutin selon les résultats provisoires communiqués par la Céni.

A 58 ans, son destin politique s'est emballé le 8 août quand le chef de l'Etat a pris la décision de ne pas briguer un troisième mandat interdit par la Constitution et de désigner un «dauphin», un candidat à sa succession.

Emmanuel Ramazani Shadary a été ministre de décembre 2016 à février 2018, au plus fort de la répression des manifestations contre le maintien au pouvoir du président Kabila. A ce titre, le «dauphin» fait partie des quatorze personnalités congolaises sous sanctions de l'Union européenne pour «sérieuses violations des droits de l'homme», ce qui a valu à Bruxelles une demande de rappel de son représentant à Kinshasa à trois jours du scrutin.

Sans être de l'ex-Katanga, le bastion minier du pouvoir, Emmanuel Ramazani Shadary est originaire du Maniema, la même province que la mère du président, Sifa Mahanya. Avant de le désigner, Joseph Kabila avait pris soin de constituer autour de son candidat une coalition politique, le Front commun pour le Congo, qui réunit tous les poids-lourds politiques du régime.

Diplômé en sciences politiques, Emmanuel Ramazani Shadary prépare une thèse de doctorat à l'Université de Kinshasa où il enseigne, par ailleurs. Comme bien des responsables congolais, il a fait ses premiers pas au sein de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), le parti historique de l'opposition, dans la période trouble des deux guerres du Congo (1996-2003).

Président de la fédération provinciale de l'UDPS au Maniema, il a été élu vice-gouverneur de cette province par une élection à main levée dans un stade en 1997, à la chute de Mobutu renversé par Laurent-Désiré Kabila. Un an après, le père et prédécesseur de l'actuel président le nommait gouverneur du Maniema. Il a été confirmé à ce poste par Joseph Kabila en 2001.

Emmanuel Ramazani Shadary est un des fondateurs en 2002 du PPRD où il a occupé en 2005 les fonctions de secrétaire national chargé du processus électoral et de président de la Commission de discipline. Élu député en 2006, réélu en 2011 dans la circonscription de Kabambare (est), il a assumé les fonctions de président du groupe parlementaire PPRD à l'Assemblée nationale, puis coordonnateur de la majorité présidentielle à l'Assemblée nationale de 2011 à 2016.

Marié et père de huit enfants, Emmanuel Ramazani Shadary parle le swahili et le lingala, les deux langues parlées respectivement dans l'est et dans l'ouest de la RDC.

opposants qui n'ont pas pu déposer leur propre candidature, l'ex-gouverneur du Katanga, Moïse Katumbi, et l'ex-chef de guerre et ex-vice-président, Jean-Pierre Bemba. En cas de

dans le jeu politique congolais de Jean-Pierre Bemba et Moïse Katumbi, directement ou via leurs proches, une perspective difficilement admissible pour le pouvoir. Moïse Katumbi est

avec beaucoup d'argent et qui s'est pendu lui-même. Il a fait son choix. A lui d'assumer », avait prévenu avant l'élection le président Kabila dans un entretien au Monde.

## Martin Fayulu, l'inattendu devenu favori des sondages

**Outsider de l'opposition il y a encore deux mois, Martin Fayulu était devenu en quelques semaines le favori des sondages de l'élection présidentielle du 30 décembre. Jeudi, il a contesté les résultats provisoires qui le placent en 2e position avec 34,83% des voix.**

Jusqu'au mois de novembre, l'ex-cadre dirigeant d'une multinationale du pétrole était un opposant parmi d'autres au chef de l'Etat, Joseph Kabila.

Avec son petit parti Engagement pour la Citoyenneté et le développement, Martin Fayulu apparaissait au second plan par rapport à la formation historique d'opposition Union pour la démocratie et le progrès social.

Depuis mi-2015, l'espace politique anti-président Joseph Kabila était, en outre, occupé par des opposants de très fraîche date qui venaient de quitter les cercles du pouvoir, comme l'ex-gouverneur du Katanga, Moïse Katumbi.

Enfin, le retour dans le jeu de l'ex-chef de guerre, Jean-Pierre Bemba, acquitté en juin par la Cour pénale internationale, semblait condamner à jamais Martin Fayulu aux seconds rôles au seuil de la soixantaine. Mais l'homme est passé de l'ombre à la lumière le 11 novembre, date de la signature d'un accord entre opposants à Genève. En Suisse, il a reçu le soutien dans la course à la présidentielle de l'homme d'affaires Katumbi et de l'ex-vice-président Bemba, eux-mêmes empêchés de présenter.

Son lancement de campagne s'est fait dans l'est, dans la ville-martyre de Beni, où le vote a depuis été renvoyé à mars, puis à Kisangani où il a rassemblé une marée humaine, sans doute avec l'aide des réseaux Katumbi.

Avant de faire irruption dans la campagne, Martin Fayulu s'était fait remarquer par son courage physique lors des manifestations anti-Kabila meurtrières de septembre 2016 (blessure à la tête) et les contestations anti-Kabila d'octobre 2017 (arrestation).

Né le 21 novembre 1956 à Kinshasa qui s'appelait encore Léopoldville, Martin Fayulu a fait ses études en France et aux Etats-Unis. Il a fait fini sa carrière chez Exxon-Mobil au poste de directeur général en Ethiopie.



### L'Eglise et la société civile

Forte des quarante mille observateurs qu'elle dit avoir déployés, l'Eglise catholique a affirmé connaître le nom du vainqueur, sans autre précision. La Conférence épiscopale a mis en garde la Commission électorale contre les risques d'un «soulèvement» si elle ne prononçait pas des résultats «conformes à la vérité des urnes». A l'origine de trois marches anti-Kabila réprimées dans le sang début 2018, les catholiques laïcs du CLC soutiennent la Conférence épiscopale. De nombreux Congolais ont affirmé qu'ils étaient prêts à manifester si la Céni proclamait la victoire du candidat du pouvoir.

### Les Forces de sécurité

« *Nos généraux sont préparés à toute éventualité, ceux de l'armée comme ceux de la police* », a prévenu un proche collaborateur du président Kabila, anticipant des contestations en cas de proclamation de la victoire du candidat au pouvoir. L'armée est loyaliste. Les quelque cent quarante mille soldats reçoivent régulièrement leur solde à la banque, affirme un porte-parole de l'état-major. « Rien ne permet de le démentir », estime une source diplomatique.

### Les Nations unies et les pays étrangers

Les membres non permanents du Conseil de sécurité sont divisés, entre la Belgique qui exige des résultats «même s'ils ne plaisent pas au pouvoir» jusqu'à l'Afrique du Sud qui demande d'attendre les résultats de la Céni. En cas de résultats contestés, la France et l'Union européenne (UE) pourraient s'aligner sur l'Union africaine (UA). « *Le respect des résultats de l'élection est crucial* », a déclaré le patron de l'UA, Moussa Faki Mahamat - un message qui peut s'adresser aussi bien au pouvoir qu'à l'opposition. « *Le respect du résultat électoral est un facteur déterminant pour une paix durable* » en RDC, a dit le pape François. D'autres acteurs écrivent la suite de l'histoire des élections congolaises, dont la Cour constitutionnelle en cas de recours très probables à l'annonce des résultats provisoires.



## RDC

## Les grandes dates depuis l'indépendance

**Les dates-clés depuis l'indépendance de l'actuelle République démocratique du Congo, où l'opposant Félix Tshisekedi a été proclamé vainqueur de la présidentielle pour succéder à Joseph Kabila.**

30 juin 1960, le Congo belge accède à l'indépendance. Le pouvoir est partagé entre Joseph Kasa-Vubu, président, et Patrice Lumumba, Premier ministre.

11 juillet 1960, le Katanga (sud-est) fait sécession, entraînée par Moïse Tschombé, avec l'appui de puissances coloniales et des Etats-Unis. La province minière retourne sous l'autorité du gouvernement en 1963, après l'envoi de Casques bleus en 1961.

17 janvier 1961, assassinat de Patrice Lumumba.

Le 24 novembre 1965, Joseph-Désiré Mobutu, commandant de l'armée, renverse le président Kasa-Vubu. En 1971, il rebaptise le pays République du Zaïre et prend le nom de Mobutu Sese Seko. Il s'appuie sur son parti-Etat du Mouvement populaire de la révolution.

En juillet 1994, la victoire au Rwanda voisin des rebelles du FPR, à majorité tutsi, met fin au génocide. Plus d'un million de Rwandais hutu se réfugient au Zaïre.

Le 17 mai 1997, Laurent-Désiré Kabila se proclame chef de l'Etat, après huit mois d'une rébellion partie de l'est, soutenue notamment par le Rwanda, qui chasse le maréchal Mobutu. Il rebaptise le pays République démocratique du Congo.

En août 1998, une nouvelle rébellion éclate au Kivu (est) avant de dégénérer en conflit régional, opposant forces gouvernementales, soutenues par l'Angola, la Namibie et le Zimbabwe, à des rébellions appuyées par le Rwanda et l'Ouganda. La guerre se prolongera jusqu'en 2003.

Le 26 janvier 2001, Joseph Kabila succède à son père assassiné. Il est réélu en 2011 lors d'élections marquées par des violences et des fraudes.

En mai 2012 débute dans le Kivu la rébellion du Mouvement du 23 mars, surtout composé d'ex-rebelles congolais tutsi. Cette rébellion est vaincue fin 2013.

Fin 2016, un accord politique abouti au report du scrutin présidentiel fin 2017, mais sa tenue sera repoussée à fin 2018 (et même à mars 2019 dans deux régions du pays). Plusieurs manifestations réclamant son départ sont sévèrement réprimées.

Le 8 août 2018, Joseph Kabila désigne comme dauphin pour la présidentielle, l'ex-ministre de l'Intérieur, Emmanuel Ramazani Shadary, qui affrontera une opposition divisée.

Le 5 octobre 2018, le gynécologue congolais Denis Mukwege, qui «répare» les femmes violées victimes de conflits dans le Kivu, se voit décerner le prix Nobel de la Paix.

Nuit du 9 au 10 janvier 2019, reportée à trois reprises, l'élection présidentielle se tient finalement le 30 décembre. Après un long suspense, Félix Tshisekedi est proclamé vainqueur avec 38,57% des voix, devant l'autre opposant Martin Fayulu (34,8%) qui dénonce un « putsch électoral ».

### À NOS LECTEURS

Pour des raisons indépendantes à sa volonté, notre rédaction s'excuse auprès de ses lecteurs pour les avoir privés de leur quotidien du 28 décembre 2018 à ce jour.

**Vous venez de perdre un être cher et vous souhaitez utiliser notre quotidien pour le faire savoir à vos proches**

Une équipe de professionnels est à votre disposition

Tél: +242 05 532 0109

E-mail: regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr

84, bd Denis Sassou N'Guesso Immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville



### RÉSULTATS PROVISOIRES DE LA PRÉSIDENTIELLE

## Félix Tshisekedi sur le chemin du Palais de la Nation

**Le voile a finalement été levé sur les résultats de la présidentielle du 30 décembre 2018. Le verdict prononcé le 10 janvier aux petites heures par Corneille Naanga, au terme d'une plénière laborieuse de la Commission électorale nationale indépendante (Céni) qui a duré plus de cinq heures, aura crédité le candidat de la coalition Cap sur le changement (Cach) de plus de sept millions de suffrages, soit plus de 38% des voix.**

L'émotion était grande dans la salle Apollinaire-Malumalu lorsque le président de la Céni a déclaré, de manière solennelle, Félix Tshisekedi vainqueur de la joute électorale après avoir égrainé le nombre des voix récoltées par chaque candidat à la présidence de la République. C'était après la lecture des résultats des législatives provinciales. Le fils Tshisekedi dépasse de près d'un million de voix son concurrent direct, Martin Fayulu, qui s'est pourtant tiré à bon compte avec plus de six millions des voix. Quant au candidat du Front commun pour le Congo, Emmanuel Ramazani Shadary, il s'est positionné à la troisième place, loin derrière les deux témoins de l'opposition avec près de quatre millions de voix, soit 23%. Le reste du peloton, constitué de ce que le commun des Congolais considère comme des menus fretins, a récolté des voix en deçà de un million, confirmant par là leur manque d'assise sociale et un déficit criant de popularité dans un scrutin au taux de participation fort réduit, soit 47%.

Au quartier général de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), l'euphorie a été totale. Elle avait même précédé, de quelques heures, l'annonce of-

ficielle des résultats. Ce qui avait surpris plus d'un. A Limete, les partisans de Félix Tshisekedi affirmaient avoir foi en leur propre centre de compilation des résultats qui, déjà, donnait leur leader gagnant. Débordant de joie, des jeunes gens hystériques se sont rués vers la résidence de Félix Tshisekedi à grand renfort des chants en son honneur. Journalistes, officiels, ambassadeurs et autres observateurs avaient littéralement envahi les lieux alors que la Céni s'attellait aux derniers réglages avant la grande annonce. Une ambiance qui a contrasté nettement avec la timidité observée au QG de Lamuka, sur les hauteurs de la Gombe. Là-bas, l'abattement a été total comme si le sort était scellé d'avance. Un cadre de cette coalition politique, Fabrice Puela, est sorti de ses gongs pour soutenir, sans ambages, sur les ondes d'une radio locale, l'existence d'un deal qu'aurait conclu la coalition Cach avec le pouvoir kabiliste. Et d'alléguer que lui et les siens étaient au courant des pourparlers que les deux parties avaient engagés pour sacrifier sur l'autel de leurs intérêts mesquins, Martin Fayulu.

#### Hommage appuyé au président sortant

Qu'à cela ne tienne. Les appréhensions de Lamuka s'étaient finalement avérées puisque son candidat n'était pas celui que les Congolais avaient choisi pour tenir, pendant les cinq prochaines années, les rennes du pays. Les premiers mots de l'heureux gagnant, prononcés aux alentours de 3 h du matin devant une foule des partisans, étaient ceux de remerciements à l'égard du sacrifice consenti par les pères de la démocratie que furent les pionniers de l'UDPS qui, au plus fort

du règne mobutiste, avaient pris le risque de créer un deuxième parti politique. Félix Tshisekedi a loué le courage et la détermination ayant émaillé le combat politique des fameux « treize parlementaires » qui, aujourd'hui, vient d'atteindre son dénouement avec la première alternance démocratique que la RDC s'apprête à vivre. Il n'a pas manqué de rendre un hommage appuyé au président Joseph Kabila qu'il considère désormais comme un « partenaire politique » et non comme un adversaire. Il a, par ailleurs, déclaré qu'il ne sera pas le président d'un parti politique, encore moins d'une ethnie, tout en fustigeant la propension au triomphalisme de ses frères Luba qu'il invite à la modération, à l'humilité et à la paix avec les autres tribus. Félix Tshisekedi veut donc se forger une stature de rassembleur et invite ses principaux challengers dont Martin Fayulu à se joindre à lui pour œuvrer en synergie en faveur du développement de la RDC. Dans la foulée, il a annoncé pour imminent le retour de la dépouille de son défunt père, Etienne Tshisekedi, sous les applaudissements de l'assistance. Auparavant, son directeur de campagne, Vital Kamerhe, a indiqué que l'ascension de l'actuel leader de l'UDPS procède de la grâce divine. Il estime, en attendant la validation de son vote par la Cour constitutionnelle, que le plus dur commence car, il s'agit de mettre en œuvre le grand projet de société dont Félix Tshisekedi est porteur. Aux premières heures de la matinée, le malheureux perdant, Martin Fayulu, est monté au créneau pour récuser le choix de Félix Tshisekedi le qualifiant d'un holdup électoral.

**Alain Diasso**

### SANTÉ

## Plus de deux cents malades guéris d'Ebola

**La situation épidémiologique, à la date du 8 janvier, indique qu'un total deux cent vingt et un patients sont sortis du centre de traitement dans les deux provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri où sévit la dixième épidémie de la maladie à virus Ebola.**

La même source précise que depuis le début de l'épidémie, le cumul des cas est de six cent vingt-sept, dont cinq cent soixante-dix-neuf confirmés et quarante-huit probables. Trois cent quatre-vingt-deux décès ont été rapportés dont trois cent trente-quatre confirmés et quarante-huit probables.

Par ailleurs, quatre-vingt-dix-huit cas suspects sont en cours d'investigation. Deux nouveaux cas confirmés ont été notifiés dont un à Oicha et l'autre à Katwa. Le ministère de la Santé publique fait savoir, par contre, que cinq



La campagne de vaccination contre Ebola vaccinées dans plusieurs villes et villages, notamment à Beni, Katwa, Butembo, Mabalako, Kalunguta, etc. Il a été noté aussi la vaccination de treize personnes à Kisangani, dans la province de Tshopo. Le seul vaccin à être utilisé dans cette épidémie est le rVSV-Zebov, fabriqué par le groupe pharmaceutique Merck, après approbation du Comité d'éthique, le 19 mai 2018.

**Blandine Lusimana**

nouveaux décès de cas confirmés ont été signalés, dont trois à Butembo, un à Beni et un autre à Katwa. Pour ce dernier village, il s'agit d'un décès communautaire. Une nouvelle personne guérie a pu quitter le Centre de traitement Ebola de Butembo, au Nord Kivu.

Rappelons que depuis le début de la vaccination, le 8 août 2018, cinquante-huit mille huit cent soixante-dix personnes ont été



## PUBLICATION DES RÉSULTATS PROVISOIRES DE LA PRÉSIDENTIELLE

## Les Kinois fêtent déjà Antoine-Félix Tshisekedi

Sans crainte de la nuit et de l'obscurité, les joyeux ont pris d'assaut le siège de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) et le quartier général de la coalition Cap sur le changement (Cach), à Limete, pour saluer la victoire qu'ils pensent être la leur et qu'ils ont vue venir depuis le début de la semaine.

Plusieurs centaines de Kinois ont fait, juste après l'annonce des résultats de la présidentielle, vers 3 h du matin du 10 janvier, une descente vers le siège de l'UDPS, à Limete, pour célébrer la victoire de Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo à la présidentielle.

Bravant la nuit et l'obscurité, des colonnes des Kinois à pied et d'autres sur des motos et dans des véhicules, venues de toutes parts, ont pris la direction du quartier général de cette formation politique et de la coalition Cach qui a soutenu la candidature du président de l'UDPS à l'élection présidentielle, pour fêter cette victoire. La procession a continué le matin ainsi que toute la journée et des milliers des partisans, vêtus pour la plupart de blanc (symbole de pureté des mains), ont continué à prendre d'assaut le siège de l'UDPS.

#### Des provocations « coupe-joie »

Alors que certains déçus cherchaient comment cacher leur amertume, d'autres n'ont trouvé mieux que de lancer des pro-

vocations qui cachaient mal la fissure qui risque de se créer entre les partisans des différents camps. « Vous n'avez que vos larmes pour pleurer », avait, par exemple, lancé un groupe de joyeux à d'autres personnes apparemment tristes. Mais, d'autre part, ce sont les déçus qui ont, les premiers, provoqué les jubilants, en les qualifiant de « ba Luba », tribu du gagnant de l'élection présidentielle et majoritaire au sein de sa formation politique, l'UDPS. Un message d'unité

Dans son premier message en tant qu'élu à la présidence de la République, bien que ces résultats seraient encore provisoires, Félix-Antoine Tshisekedi a, lui, lancé un message d'unité nationale. « Je ne serai pas le président d'un seul parti politique, l'UDPS, ou d'une seule tribu, les Baluba ; je serai le président de tous les Congolais », a-t-il dit en substance, rassurant que son action constituera à cimenter davantage la cohésion nationale. Il a même empêché ses partisans à entonner des chansons provoca-



La Ceni a publié, dans la nuit de mercredi à jeudi, les résultats provisoires donnant Félix Tshisekedi gagnant, avec 38,57% des suffrages exprimés devant Martin Fayulu, 34,83%, et Emmanuel Ramazani Shadary, 23,84% (Junior Kannah/AFP)

trices qui risquaient de mettre du sable dans la machine que « l'on venait de démarrer ».

Dans la foulée, certaines critiques avertissent sur le danger de ce fossé qui risque de se créer entre les deux parties à cause des comportements provocateurs des uns et des autres. De leur côté, Martin Fayulu Madidi et la coalition Lamuka, la France, par son ministre des Affaires étrangères, et la Conférence épiscopale nationale du Congo (Cenco) ont rejeté ces résultats annoncés par la centrale électorale congolaise. Alors que le candidat malheureux, Martin Fayulu, a dénoncé une victoire volée, déplorant la non-prise en compte de ses voix dans certains centres de vote, la

France et la Cenco qui avait des observateurs sur toute l'étendue du territoire nationale et qui avoue avoir les différents procès verbaux de vote, ont noté que ces résultats publiés par la Ceni ne correspondaient pas à la vérité des urnes et aux données collectées. Entre-temps, les prélats catholiques ont, par ailleurs, appelé les parties prenantes à « faire preuve de la maturité politique ». Aux perdants, la Cenco a également conseillé de suivre les voies légales de réclamation.

#### Des morts malheureuses

À Kinshasa, la police est intervenue dans certaines parties de la ville-province en vue de disperser des foules mécontentes qui avaient tendance à manifester

leur position dans la rue. Dans le Tshangu, des sources parlent des incidents qui ont causé deux morts par balles. Alors que dans d'autres parties du territoire nationale dont Kikwit, dans le Bandundu, et à Kisangani et Goma, dans le Kivu, des manifestants ont également été dispersés par la police. Dans cette province proche de Kinshasa également, on aurait enregistré mort d'hommes. Comme la connexion internet est coupée depuis le jour du scrutin, il est difficile d'avoir la situation dans certaines autres parties du pays. Mais des sources continuent à noter des manifestations par ci-par là.

Lucien Dianzenza

## COMMUNICATION

## Internet coupé, des opérations bloquées

Les utilisateurs attendent de pied ferme la réhabilitation des réseaux sociaux pour continuer à en user et partager allégrement les informations.

La connexion internet est coupée et le service SMS bloqué depuis le 30 décembre 2018 sur toute l'étendue de la RDC. Le gouvernement justifie ces mesures par sa volonté d'empêcher les utilisateurs des réseaux sociaux et de SMS de déranger le processus électoral qui amorce son atterrissage, avec les scrutins couplés du 30 décembre 2018. La coupure de l'internet exonère les banques et autres institutions financières mais bloque, par contre, toutes les autres opérations. Malgré l'aspect sécuritaire prôné par le gouvernement, les utilisateurs de ces deux services se rendent, en effet, compte de l'importance de ces outils mis à leur disposition et adoptés par eux. « Je suis déconnecté de mes sources », note un journaliste. Alors qu'un autre Kinois avoue se sentir loin des siens depuis la mise en application de cette décision. Il est, en effet, rappelé que ce n'est pas la première fois que le gouvernement congolais recourt à cette mesure. Lors des différentes manifestations organisées par l'opposition, par exemple, l'internet a été coupé pour empêcher de lancer des appels à manifestations sur un large spectre mais également, pour prévenir le partage d'éléments et autres informations liés à ces manifestations qui auraient fait l'effet d'une bombe.

Pour des observateurs, ces mesures, bien qu'elles empêchent le partage ins-

tantané de ces éléments, documents et informations, ne bloquent pas définitivement la diffusion de ces informations entre utilisateurs. « Ces informations les rattrapent, même diffusées en différé », a expliqué un utilisateur.

#### Plusieurs des milliers de dollars perdus

Lors des précédentes coupures d'internet et de service SMS, les opérateurs financiers et de télécoms estimaient les pertes subies journalièrement à plusieurs milliers de dollars. Et la hauteur de cette perte dépend également du nombre de jours durant lesquels cette décision devra être d'application. Mais ces opérateurs financiers et de télécoms ont toujours été contraints de se courber face à la décision du gouvernement.

Après cette coupure, des voix se sont levées en vue de condamner cette pratique. Pour certaines ONG de défense des droits de l'homme qui ont réagi, une plainte devrait être introduite à la justice contre les sociétés de télécoms, notamment pour non-respect des engagements pris avec leurs clients, surpris par la cessation de service. « Ils coupent le service sans crier gare et ils le reprennent sans même signaler », avait expliqué le responsable d'une de ces organisations, en son temps. Aujourd'hui où le gouvernement et ces opérateurs de télécoms ont récidivé, ces organisations reviendraient-elles à la charge pour concrétiser leurs menaces ? Cette question reste posée. Entre-temps, les utilisateurs attendent le retour de leurs services.

L.D.

**BON PLAN!**  
**RECRUTEMENT**

**Distribuez nos produits & Gagnez de l'argent**

**FILLES JEUNES ET DYNAMIQUES**  
 rejoignez notre équipe marketing

**+243.856.43.6723**

immeuble ex FORESCOM, 1er niveau  
 Avenue des Douanes n°4  
 Kinshasa, Gombe - RDC



## CAF-C1/PHASE DES GROUPES

## V.Club défie Al Ahli au Caire

L'AS V.Club s'est envolée, le 10 janvier, pour le Caire. Le club champion du Congo affronte, le 13 janvier, dans la capitale égyptienne, la formation d'Al Ahli en première journée du groupe D de la phase des groupes de la Ligue des champions d'Afrique.



V.Club

L'équipe entraînée par Florent Ibenge s'est visiblement préparée afin de ne pas passer à côté de sa première sortie à la première étape de la C1 africaine. En fait, V.Club a disputé trois rencontres successives à Lubumbashi pour le compte de la 24e édition du championnat de la Ligue nationale de football, avant de prendre son avion pour le Maghreb.

Les Dauphins noirs de Kinshasa ont battu, en début de semaine au stade TP Mazembe de la capitale congolaise du cuivre, les Salésiens de Don Bosco par trois buts à zéro, avec un doublé de l'attaquant Jean-Marc Makusu qui intéressait le CS Constantine d'Algérie en ce mercato d'hiver. Bien avant, V.Club battait également Lubumbashi Sport avant de faire un match nul avec la Jeunesse sportive Groupe Bazano. Le club tuteuré par le général Amisi Kum-

ba « Tango Four » a donc quitté la province du Haut-Katanga avec sept points dans sa gibecière en trois matchs livrés, belle moisson pour consolider sa deuxième place au classement avant le coup d'envoi de la manche retour du championnat national. La première position est tenue par le TP Mazembe de Lubumbashi, engagé aussi en phase des groupes de cette édition 2019 de la Ligue des champions d'Afrique.

L'on rappelle que V.Club, qui vient de renforcer son ossature avec sept joueurs dont trois étrangers, a accédé en huitième de finale de la Ligue des champions après avoir éliminé l'équipe de Bantu FC du Lesotho. L'équipe dispute cette phase des groupes de la C1 africaine sans l'ailier Eddy Ngoy Emomo qui s'est engagé en ce mercato d'hiver avec le club égyptien de Smouha.

**Martin Enymo**

## ÉLECTIONS DU 30 DÉCEMBRE 2018

## Une forte pression sur l'économie

**L'activité économique a tourné quasiment au ralenti au cours de la longue attente des résultats des élections présidentielle et législatives. Avec la confirmation de la publication imminente dans la soirée du 9 janvier, les stations-service et plusieurs grandes surfaces ont commencé à fermer leurs portes en fin d'après-midi.**

Après une nuit très agitée, sans doute la plus agitée depuis la tenue des dernières élections du 30 décembre, la liesse populaire s'est poursuivie le 10 janvier à travers la ville de Kinshasa et dans le reste du pays. Dans les quartiers kinois de Mazal et Mbudi, par exemple, à Mont-Ngafula, les jeunes ont commencé à taper sur les casseroles dès 3 h du matin, scandant des chants très hostiles au régime sortant. Le matin, aucun magasin n'a ouvert ses portes dans le très célèbre quartier commercial Pompage, à Ngaliema. « Je voulais acheter un outil de travail dans une des quincailleries de la place. Il est plus de 9 h, aucun magasin appartenant à des Libanais n'a ouvert ici. Ils doivent se dire que la situation peut dégénérer à tout moment après la publication des résultats dans la nuit », expliquait Pierrot D, un technicien.

Quelques heures plus tard, certains magasins ont commencé timidement à exposer leurs produits à l'extérieur. La situation devenait intenable avec le report de la publication. Il était difficile de s'approvisionner en carburant à la pompe dans la soirée. Les véhicules assurant le transport en commun ont déserté les artères de la ville de Kinshasa. Avec le déploiement spectaculaire de l'armée et de la police, la tension était à son comble. Les longues cohortes de jeunes dans la rue n'ont pas contribué à l'apaisement des esprits. L'effervescence électorale

n'était pas perceptible. Plusieurs reportages des stations périphériques ont fait état de fermeture des magasins et espaces commerciaux dans les grandes villes comme Goma, la capitale du Nord-Kivu. Pour l'heure, aucun chiffre concret n'est encore disponible sur le manque à gagner.

L'autre problème aux conséquences lourdes sur l'économie est l'interruption des services SMS et de l'internet. On se rappelle qu'au lendemain de la mesure de suspension de ces services, plusieurs sociétés sont montées au créneau pour dénoncer les graves répercussions sur l'économie. L'absence de connexion a perturbé considérablement les activités des institutions financières.

Depuis quelques années, les réseaux sociaux occupent une place centrale dans la vie quotidienne des Congolais. Le service s'est montré très efficace dans la circulation des informations sensibles en un temps très court. Après avoir bloqué à plusieurs reprises les réseaux sociaux pour prévenir les risques de débordement lors des mobilisations populaires, les autorités congolaises ont décidé finalement de suspendre ces deux services. Par rapport à leur importance économique, une étude de Target classe facebook en pole position, devant Whatsapp et google en RDC. Il reste ainsi l'attraction principale des Congolais sur internet. Pour de nombreux experts, il est important de permettre à tous les Congolais d'avoir un accès à internet haut débit en investissant massivement dans la fibre optique et la technologie. Mais c'est un autre débat.

**Laurent Essolomwa**

## INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo  
un acteur économique majeur à vos côtés



\* CONNECTEZ-VOUS

[www.lesdepechesdebrazzaville.fr](http://www.lesdepechesdebrazzaville.fr)  
[www.adiac-congo.com](http://www.adiac-congo.com)

LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ  
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso  
Brazzaville - République du Congo  
[regie@lesdepechesdebrazzaville.fr](mailto:regie@lesdepechesdebrazzaville.fr)





# La BSCA vous souhaite Meilleurs vœux 2019



**BSCA**  **Bank**

Banque Sino-Congolaise pour l' Afrique



## RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

## Khartoum va abriter les pourparlers entre le gouvernement et les groupes armés

La décision a été prise le 9 janvier, après une rencontre entre le chef de l'Etat centrafricain, la délégation de haut niveau de l'ONU, l'Union africaine et les pays de la région.

Hormis la mission conjointe associant l'ONU et l'Union africaine, la réunion de Bangui pour tenter de relancer le dialogue entre le gouvernement et les groupes armés a connu également la participation d'un représentant de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale ainsi que de plusieurs chefs de la diplomatie des pays de la région. La République du Congo a été représentée par le ministre des Affaires étrangères, de la coopération et des Congolais de l'étranger, Jean Claude Gakosso.

Dans une déclaration devant la presse, le président centrafricain, Faustin Archange Touadéra, qui s'est dit satisfait de la tenue des échanges, a déclaré : « Les ministres présents ici vont travailler pour que dans les prochains jours, dans les prochaines semaines, nous puissions relancer les commissions mixtes entre les différents Etats de la sous-région, qui vont per-



Une vue des dirigeants UA-ONU

mettre de renforcer la paix et régler un certain nombre de problèmes au niveau de nos frontières ».

Pour lui, cette rencontre va booster le dialogue dans le cadre de l'initiative africaine. Le commissaire à la paix et à la sécurité de l'Union africaine, Smail Chergui, pense que l'initiative africaine est arrivée à maturité et devrait connaître une mise en œuvre assez rapide « dans le cadre de la convocation

par l'Union africaine de la réunion à Khartoum, au Soudan, pour que nous puissions rapidement consolider d'abord le travail remarquable qui est fait par le président de la République et son gouvernement, et de nombreuses réalisations qu'ils ont déjà rendues possibles par leur engagement et le fait qu'ils ont cru dans cette initiative » Smail Chergui a indiqué : « Le DDR a commencé le recrute-

ment dans l'armée sur une base inclusive, ce sont autant de signaux positifs et encourageants qui nous permettent aujourd'hui de conclure que nous sommes sur la bonne voie. Je crois qu'aujourd'hui, à travers nos échanges, la présentation qui nous a été faite par le gouvernement, nous avons presque la feuille de route de ce que seront ces discussions ». Ce dernier a sollicité le soutien de tout le

monde, pour unir les efforts, afin de clore ce chapitre « douloureux » de l'histoire de la Centrafrique et entamer une nouvelle année dans la paix, la sécurité et le développement.

De son côté, le secrétaire général adjoint aux opérations de paix des Nations unies, Jean-Pierre Lacroix souhaite que 2019 soit une année où le dialogue, l'apaisement, la quiétude et la réconciliation doivent prévaloir. « Aujourd'hui, nous avons des principes, la solution ne peut être que politique », a-t-il déclaré.

La mission conjointe associant l'ONU et l'Union africaine en République centrafricaine a eu lieu après un intense ballet diplomatique dans la région et une rencontre de haut niveau sur ce pays qui s'est tenue, il y a trois mois, à New York, en marge de l'Assemblée générale. Les participants avaient alors souligné que « l'initiative africaine devait rester l'unique cadre pour le processus de paix dans le pays ».

La rencontre qui va se dérouler à Khartoum se fera sous l'égide de l'Union africaine et des Nations unies.

Yvette Reine Nzaba

## Des combats éclatent à Bambari

Des affrontements ont eu lieu aux premières heures de la matinée du 10 janvier – jour de la célébration en différé de la Journée internationale de la femme rurale couplée avec la Journée mondiale de l'alimentation (JMA) – entre les éléments de l'Union pour la paix de Centrafrique (UPC) et les forces de défense et sécurité.

La situation est incertaine à Bambari. Des tirs d'armes lourdes et automatiques ont retenti le 10 janvier, première journée des festivités commémorées respectivement les 15 et 16 octobre de chaque année. Des manifestations qui n'auront pas lieu compte tenu de l'insécurité au centre du pays. Reportées plusieurs fois, la tension monte d'un cran depuis le 9 janvier et jusqu'à présent, a confié une autorité de Bambari. « La tension est vive depuis. Au moment où je vous parle, des tirs retentissent actuellement entre les groupes armés et les forces de sécurité intérieure ainsi que les Faca. Mais, pour le moment, les groupes armés sont déterminés et ils ne veulent pas la tenue de cette manifestation à Bambari et c'est vraiment une inquiétude pour le moment », a-t-il déclaré.

Certaines délégations commencent déjà à quitter Bambari à cause des combats qui ont repris dans la ville. « Certaines personnalités et mêmes les délégations ont quitté la ville pour Bangui, parce que la situation est très critique en ce moment. Je ne sais pas si les festivités vont se tenir car, pour le moment, des crépitements d'armes continuent dans la ville. C'est difficile, est ce qu'il y aura vraiment la JMA ? On ne sait pas encore trop », s'interrogeait une autre source.

Aucun bilan n'est disponible pour le moment. Le dernier report de la JMA et de la femme rurale intervient après l'échec de la JMA prévue du 15 au 16 décembre 2018.

Josiane Mambou Loukoula

## AFFAIRE LAURENT GBAGBO

## La CPI se prononcera le 15 janvier sur la demande de sa libération

Le verdict sur la demande d'acquittement et de mise en liberté provisoire de l'ancien président de la Côte d'Ivoire, jugé pour des crimes contre l'humanité, sera rendu au cours d'une audience publique.

« La CPI rendra ses décisions le 15 janvier sur les demandes de mise en liberté provisoire et d'acquittement de l'ancien président, Laurent Gbagbo », a déclaré la Cour pénale internationale (CPI).

En effet, âgé de 73 ans, Laurent Gbagbo est en détention depuis sept ans à La Haye où siège cette cour. Il est le premier ancien chef d'Etat à avoir été remis à la CPI et jugé pour des crimes commis pendant la crise post-électorale de 2010-2011, qui a fait plus de trois mille morts en Côte d'Ivoire. Ce dernier est poursuivi, avec Charles Blé Goudé, ex-chef du mouvement



des Jeunes patriotes fidèles à l'ancien président, pour quatre chefs d'accusation liés aux crimes contre l'humanité, à savoir meurtres, viols, persécutions et autres actes inhumains.

Notons que tous les deux accusés ont plaidé non coupables. Après plus de deux ans de procès, leurs avocats ont demandé un non-lieu total en octobre dernier, estimant insuffisants les éléments de l'accusation pour prouver les charges.

Rock Ngassakys



## Brèves

### Cameroun

Le groupe français Bolloré va perdre fin 2019 la concession du terminal à conteneurs du port de Douala, le plus grand port d'Afrique centrale, après quinze ans d'exploitation. Le nouveau concessionnaire du terminal à conteneurs de ce port sera choisi parmi les cinq entreprises pré-sélectionnées. Le port de Douala est l'une des principales portes d'entrée de marchandises pour le Tchad et la Centrafrique, deux pays enclavés voisins du Cameroun. Très présent en Afrique en y gérant pas moins de dix-sept ports, Bolloré a récemment décroché la concession du nouveau port de Kribi, ville balnéaire du sud du Cameroun.

### Nigeria

Plus de trente mille personnes se sont réfugiées à Maiduguri, capitale de l'Etat du Borno, dans le nord-est du Nigeria, depuis le 20 décembre dernier, à la suite d'une recrudescence des combats entre l'armée nigérienne et le groupe jihadiste Boko Haram, ont annoncé les Nations unies, parlant d'une « tragédie humanitaire ». Quelque deux cent soixante travailleurs humanitaires ont été obligés de quitter les districts de Monguno, Kala/Balge et Kukawa, zones affectées par le conflit depuis novembre, mettant en péril l'assistance humanitaire pour des centaines de milliers de personnes. Le président nigérian, Muhammadu Buhari, qui avait régulièrement affirmé depuis décembre 2015 que l'insurrection jihadiste était « techniquement vaincue », a reconnu le 7 janvier que l'armée essayait des revers dans sa lutte contre Boko Haram.

### Angola

Le Japon va signer un contrat de six cent cinquante six cent cinquante millions de dollars pour l'expansion du port de Namibe. L'accord d'investissement dans le troisième plus grand port d'Angola entre la société commerciale Toyota Tsusho et la Japan Bank for international cooperation (JBIC) sera conclu ce vendredi. Il devrait permettre à la JBIC de financer une ligne de crédit de six cent cinquante millions de dollars pour la mise en œuvre du projet tandis que l'entreprise Toyota Tsusho prévoit d'installer des équipements japonais pour accroître la capacité d'exportation du port qui est relié par les rails aux mines de fer du pays. Cet accord pourrait marquer la politique offensive de l'Etat japonais pour contrer l'influence grandissante de la Chine dont l'Angola est le principal partenaire commercial en Afrique.

### UE-BAD

La Commission européenne et la Banque africaine de développement

(BAD) ont procédé à la signature de deux accords de co-financement, au profit du projet d'interconnexion électrique entre le Cameroun et le Tchad et de la dorsale transsaharienne à fibre optique. Ces accords portent sur un montant cumulé de près de soixante millions d'euros octroyés sous forme de dons. Ce projet, dont l'achèvement est prévu pour 2022, contribuera à la hausse du taux d'accès à l'électricité et aux échanges transfrontaliers d'une énergie bon marché et plus propre. Il renforcera également l'accès de la population, des administrations et des entreprises à des services digitaux de qualité, fiables et accessibles dans les deux pays, à la faveur des multiples liaisons optiques transfrontalières prévues.

### Rwanda

Les investissements directs domestiques et étrangers enregistrés dans le pays ont atteint le montant record de 2,006 milliards de dollars en 2018 contre 1,675 milliard de dollars en 2017, selon des données du Conseil de développement du Rwanda. Les investissements domestiques représentent 49% du total des investissements enregistrés en 2018, suivis des investissements directs étrangers (47%) et des joint-ventures réunissant des investisseurs locaux et étrangers (4%). Au total, cent soixante-treize projets d'investissement ont été recensés au pays des Mille collines durant l'année écoulée. 57% d'entre eux ont été réalisés dans les secteurs de l'industrie, des mines et de l'agriculture.

### Egypte

La banque britannique Standard Chartered Bank a estimé, dans une projection à long terme, que l'Egypte figurera dans le palmarès des dix plus grandes économies du monde en 2030. A cette échéance, le pays des pharaons devancerait plusieurs actuelles grandes puissances économiques comme la Russie, le Japon et l'Allemagne, pour occuper le 7e rang du classement. La banque s'attend à ce que la Chine souffle le rang de première économie du monde aux Etats-Unis, dès l'année prochaine. Dès 2030, l'Inde devrait reléguer le pays de l'Oncle Sam à la 3e place, tandis que l'Indonésie occuperait la 4e position, suivie de la Turquie, du Brésil, de l'Egypte, de la Russie, du Japon et de l'Allemagne. Ainsi, la part de l'Asie dans le produit intérieur brut mondial, qui était passée de 20 % en 2010, puis à 28 % en 2018, devrait grimper à 35 %, d'ici 2030, soit un niveau équivalent à celui de la zone euro et des Etats-Unis.

Josiane Mambou Loukoula et AFP

# AFRIKAN CAMPUS



## NOUVEAU MBA INTELLIGENCE ÉCONOMIQUE ET MARCHÉS AFRICAINS

1<sup>ER</sup> DIPLOME AU CONGO BRAZZAVILLE ET KINSHASA

ESG PARIS - DÉMARRAGE FIN JANVIER 2019 !

Enjeux : - diplomatie d'influence - cybersécurité  
- innovation et compétitivité - veille économique

JEUNES  
DIPLOMES

Tronc commun  
+ MBA IEMA ESG

ENTREPRENEURS

Tronc commun  
+ MBA IEMA ESG  
+ Label BAC  
BRAZZAVILLE-MBA

MANAGERS

Tronc commun  
+ MBA IEMA ESG  
+ 3 mois de remise  
à niveau en anglais

CEO

Tronc commun  
+ MBA IEMA ESG  
+ 1 mois de suivi et  
placement RH

LE 13 FÉVRIER 2019 :

Séminaire sur la compétitivité du Congo sur les marchés internationaux

LE 10 JUIN 2019 :

Formation des assistants/attaches parlementaires et lobbyistes (5 jours tronc commun et 5 jours selon la fonction)

INSCRIPTION SUR :

info@brazzaville-mba.com

Admission sur test, dossier et entretien

CONTACT :

Tours Jumelles Villarecci, avenue Amilcar Cabral Face Hôtel Radisson, Brazzaville (CONGO)

+242 226146065  
+242 06 524 98 38  
+242 06 971 08 85

PLATEFORME DE FORMATION :

www.brazzaville-mba.360learning.com

Plus d'informations :  
info@brazzaville-mba.com

\*Offre valable du 01/12/2018 au 31/01/2019

www.brazzaville-mba.com

RENTREE JANVIER 2019 FRAIS D'INSCRIPTIONS OFFERTS\* !



## ELECTIONS EN RDC

## La France juge les résultats "non conformes"

Pour Paris, les résultats de l'élection présidentielle rendus publics par la Commission électorale nationale indépendante (Céni), le 10 janvier, ne reflètent pas la vérité des urnes.



Jean-Yves Le Drian

Invité sur la chaîne d'information générale Cnews, le chef de la diploma-

tie française, Jean-Yves Le Drian, a estimé que l'opposant Martin Fayulu «*était a priori le leader sortant de ces élections*» et non Félix Tshisekedi. Jean-Yves Le Drian a déclaré que les résultats de la présidentielle en République démocratique du Congo (RDC), annoncés le 10 janvier, n'étaient «*pas conformes*» et que l'opposant Martin Fayulu en était «*a priori*» le vainqueur. «*Il semble bien que les résultats proclamés (...) ne soient pas conformes aux résultats réels*», a-t-il dit,

se fondant sur les estimations de la Conférence épiscopale nationale du Congo. Martin Fayulu a dénoncé un «*putsch électoral*» et accuse le président de la Ceni. «*Ces résultats n'ont rien à voir avec la vérité des urnes. C'est un véritable putsch électoral, c'est incompréhensible (...) On a volé la victoire au peuple congolais*», a-t-il déclaré sur Radio France internationale.

Félix Tshisekedi a été crédité de 38,57%, devant Martin Fayulu 34,8%. Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, 55

ans, a donc été provisoirement déclaré vainqueur de la présidentielle du 30 décembre. Il doit succéder au chef de l'État sortant, Joseph Kabila, 47 ans, à qui il a rendu hommage.

C'est un événement sans précédent et rarissime en Afrique centrale. Les résultats de la Ceni peuvent encore faire l'objet de recours devant la Cour constitutionnelle qui doit proclamer les résultats définitifs d'ici au 15 janvier.

Noël N'dong

## COMMÉMORATION

## Le Congo célèbre la Journée du civisme

Institué en août dernier par le président de la République, Denis Sassou N'Gusso, l'événement est célébré le 11 janvier, sur l'ensemble du territoire national.

«*Le civisme face aux défis du développement socio-économique et culturel*», tel est le thème de la première édition. L'objectif visé est de vulgariser la politique nationale en matière d'éducation civique, de promouvoir les activités socio-éducatives, culturelles

et sportives en vue d'éveiller et d'affermir la conscience civique ainsi que la stimulation de l'esprit patriotique, la conception et la mise en œuvre des actions de formation pour le développement de la conscience civique.

«*Le civisme est l'un des piliers de notre société mais il est, comme elle, en crise. Même si les citoyens vivent individuellement de bonnes valeurs, notre société se porte mal tant qu'ils n'assumeront pas davantage leurs responsabilités vis-à-vis de la collectivité, tant qu'ils ne seront*

*pas davantage imprégnés du sens civique*», a déclaré la ministre Destinée Hermella Dougaka, dans la déclaration du gouvernement lue en prélude à cette journée.

L'importance de cette journée, a-t-elle poursuivi, répond à la nécessité d'un éveil pratique des Congolais au sens du patriotisme parce que le pays doit mener un véritable combat économique, culturel et technologique.

Déplorant l'incivisme de la population, la ministre de la Jeunesse et de l'éducation ci-



La ministre lors de la lecture de la déclaration du gouvernement/DR

visque a souligné que les comportements déviants en mi-

lieu jeune, la corruption dans les administrations publiques et privées, la concussion, la fraude, les vols et les vols, la cybercriminalité, la mauvaise utilisation des réseaux sociaux et bien d'autres sont autant des maux qui retardent le développement du pays.

Notons que la Journée nationale du civisme sera marquée par une causerie-débat sur les différents thèmes, dans la salle de la préfecture de Brazzaville.

Lydie Gisèle Oko

## NIGERIA

## 84 millions d'inscrits pour les élections générales de février

Soixante-treize candidats de quatre-vingt-onze partis politiques se présentent à la présidentielle, dont le chef de l'État sortant, Muhammadu Buhari.

Plus de quatre-vingt-quatre millions de personnes se sont inscrites pour les élections générales au Nigeria en février, en hausse de près de 20 % sur le scrutin précédent, il y a quatre ans, a déclaré le président de la Commission électorale nationale

indépendante (Céni). Les électeurs de la nation la plus peuplée d'Afrique se rendront aux urnes le 16 février pour élire un nouveau président et un nouveau parlement. Les scrutins des gouverneurs et des assemblées des États suivront deux semaines plus tard.

Le président de la Ceni, Mahmood Yakubu, a déclaré le 7 janvier aux dirigeants des partis politiques à Abuja que «*le registre final pour les élections législatives de 2019 est de 84 004 084 électeurs*». Il s'agit d'une

augmentation de 18 % par rapport à la dernière élection de 2015, où 68 833 476 électeurs étaient inscrits.

**Lutter contre l'achat de voix**

Soixante-treize candidats de quatre-vingt-onze partis politiques se présentent à la présidentielle, dont le chef de l'État sortant, Muhammadu Buhari, qui espère obtenir un second mandat de quatre ans contre son principal rival, l'ex-vice-président, Atiku Abubakar. Au parlement, cent neuf sièges sont à pourvoir au Sénat et trois cent soixante à la Chambre

des représentants. Des élections au poste de gouverneur doivent avoir lieu dans vingt-neuf des trente-six États et dans la capitale fédérale, Abuja.

Mahmood Yakubu a indiqué qu'un certain nombre de mesures avaient été prises pour lutter contre l'achat de voix, largement répandu lors des récentes élections au poste de gouverneur d'État. Les urnes ont été déplacées plus près des isoloirs, l'utilisation des téléphones portables et des appareils photo a été

interdite. Mais il a prévenu qu'il y avait eu des tentatives d'achat de cartes d'électeurs permanentes, qui contiennent des données biométriques et servent à identifier les votants le jour du scrutin. Lors de l'élection du gouverneur de l'État d'Ekiti, dans le sud-ouest du pays, en 2018, les deux principaux partis ont été accusés d'offrir aux électeurs de 3 000 à 5 000 nairas (de sept à douze euros) pour leurs cartes.

AFP

## SOMALIE

## L'armée américaine poursuit ses frappes

Malgré la décision de Trump de réduire les opérations militaires dans le pays, les forces américaines ont mené une frappe aérienne contre un camp d'islamistes shebab, le 9 janvier, à proximité de Yaaq Braawe, tuant six islamistes et détruisant un véhicule.

C'était la troisième frappe américaine en trois jours contre des shebab. L'armée des États-Unis a annoncé avoir tué, la veille, quatre combattants shebab à proximité de Baqdaad, non loin de Mogadiscio, et une frappe près

de Dheerow Sanle (sud-ouest) avait tué six shebab dimanche. Elle avait indiqué, le 3 janvier, avoir tué le jour précédent dix combattants shebab à proximité de Dheerow Sanle.

A chaque annonce, l'armée américaine a souligné que l'objectif des États-Unis et de leurs alliés - le gouvernement fédéral somalien et la force de l'Union africaine en Somalie (Amisom) - était d'empêcher les shebab de s'installer dans des lieux où ils pouvaient trouver refuge pour «*préparer et diriger des attaques terroristes, voler l'aide humani-*

*taire, extorquer de l'argent à la population locale pour financer ses opérations et abriter des terroristes*».

L'armée américaine «*continuera à coopérer avec ses partenaires pour transférer la responsabilité à long terme de la sécurité en Somalie de l'Amisom au gouvernement fédéral somalien*», a assuré le commandant américain pour l'Afrique (Africom). Pourtant, Donald Trump a demandé au Pentagone de réduire nettement les opérations militaires en Somalie. De même, le locataire de la Maison-Blanche a décidé, en décembre dernier, de

retirer toutes les troupes américaines déployées en Syrie et envisage aussi de réduire les effectifs en Afghanistan. «*Les États-Unis ne peuvent pas continuer à être le gendarme du monde. Nous sommes éparpillés à travers le monde. Nous sommes dans des pays dont la majorité des gens n'a même pas entendu parler. Franchement, c'est ridicule*», a-t-il dit fin décembre en Irak.

Peu après son arrivée au pouvoir, le milliardaire avait étendu les pouvoirs des militaires américains pour mener des frappes dans ce pays de la Corne de l'Afrique miné par la guérilla des

shebab, qui ont juré la perte du fragile gouvernement central soutenu par la communauté internationale et par les vingt-deux mille hommes de l'Amisom.

Chassés de Mogadiscio en 2011, les shebab, qui sont affiliés à Al-Qaïda, ont ensuite perdu l'essentiel de leurs bastions. Mais ils contrôlent toujours de vastes zones rurales d'où ils mènent des opérations de guérilla et des attentats-suicides y compris dans la capitale, contre des objectifs gouvernementaux, sécuritaires ou civils.

Josiane Mambou Loukoula



## GENDARMERIE NATIONALE

## Plus d'une centaine de sous-officiers promus

Le commandant de la gendarmerie nationale, le général Paul Victor Moigny, a présidé, le 9 janvier à Brazzaville, la cérémonie de port d'insignes de grades à environ cent-soixante nouveaux promus, couplée avec la présentation du rapport bilan de l'année écoulée.

Parmi les gendarmes ayant obtenu de nouveaux galons, on note deux colonels, trois lieutenants-colonels, deux commandants, quatre capitaines et cinq lieutenants. Dans les rangs des sous-officiers, il y a quarante-et-un adjudants-chefs, neuf adjudants et plus de quatre-vingt-dix maréchaux de logis chefs.

S'adressant aux promus, le général Paul Victor Moigny a rappelé que le travail a été l'un des critères de sélection. Quant à ceux dont les noms n'ont pas figuré au tableau d'avancement, il a reconnu qu'ils n'ont pas forcément démerité. « Il ne s'agit nullement d'un tri entre les bons et les mauvais. C'est pour chacun

de vous l'occasion d'une remise en question de soi pour s'affirmer dans le travail et une plus grande exemplarité, afin que prochainement, vous soyez bénéficiaires de la reconnaissance du commandement », a exhorté le commandant de la gendarmerie nationale.

**Un bilan en deçà des attentes**  
Prenant acte du rapport bilan présenté par le commandant en second, chef d'état-major de la gendarmerie nationale, le colo-

nel Bellarmin Ndongui, le général Paul Victor Moigny a reconnu que 2018 a été une année difficile. Selon lui, le plan d'action a été faible de l'ordre de 45% de la programmation.

#### Les six axes majeurs de la nouvelle année

Tirant les leçons de l'année écoulée, le commandant de la gendarmerie nationale a tracé quelques axes majeurs visant l'amélioration des performances. Il s'agit, entre autres, de l'amélioration de l'exécution du plan de formation dans l'objectif de juguler les contraintes du nouveau décret sur l'avancement ; la poursuite de la maîtrise et l'amélioration de la gestion des ressources dans le cadre de la généralisation et la consolidation de la gestion administrative et financière.

Cette composante de la force publique devrait également poursuivre la réorganisation structurelle et territoriale dans le cadre de la mise en œuvre de la répartition des compétences avec la police. Il s'agit aussi de finaliser le chantier d'élaboration des textes organiques, notamment celui de la restructuration générale de la gendarmerie nationale et celui de la loi sur l'organisation de la sécurité intérieure. Les autres priorités concernent le renforcement

des capacités opérationnelles dans le contexte de la mise en œuvre du schéma national d'intervention de la gendarmerie ; la consolidation de la posture permanente de sûreté et des engagements intérieurs avec un effort particulier sur le redéploiement dans le Pool et la sécurisation du Chemin de fer Congo océan. La gendarmerie nationale est, enfin, appelée à poursuivre les engagements internationaux dans l'objectif d'une meilleure professionnalisation susceptible d'améliorer la participation congolaise au maintien de la paix. Ce qui passera par une organisation plus élaborée et un soutien considérable aux stages de formatage des unités de police constituées.

« Voici donc ce qui devra nous mobiliser en 2019. Il est entendu que pour atteindre ces objectifs, un effort du gouvernement est souhaité afin que la gendarmerie nationale redonne de la vitalité à sa montée en puissance déjà matérialisée par la création des nouvelles unités et l'achèvement du processus d'implantation de régions de gendarmerie dans tous les départements administratifs du pays », a souhaité Paul Victor Moigny.

Parfait Wilfried Douniama



Le général Paul Victor Moigny faisant porter l'insigne de grade de colonel à un promu/Sandi Vision

## LIBRE OPINION

## Lettre du président du Parti pour l'Action de la République (PAR) à son Excellence, Monsieur le président de la République du Congo

Le Parti pour l'Action de la République est un parti de l'opposition républicaine. Il a été créé pour soutenir l'installation progressive de la démocratie en République du Congo. Le PAR se dit favorable à la démocratie participative qui place l'homme au centre de son action.

A propos du débat sur le dialogue national inclusif pour lequel toutes les parties prenantes s'accordent sur une démarche commune qui prémunit le Congo contre les troubles sociaux, nous sommes un parti responsable qui fait la promotion de la paix, du dialogue, de la sécurité, la défense, la justice sociale et la bonne gouvernance. Voilà pourquoi, nous venons vers vous pour solliciter un appui multiforme, dans le cadre de la consolidation de la démocratie, tout en sachant que notre peuple a toujours plaidé pour le dialogue national inclusif et la paix dans le monde.

Le PAR exige :

- \* Le respect des institutions ;
- \* La dignité ;
- \* La prudence ;
- \* L'objectivité ;
- \* La précision et la clarté.

Car devant nous, c'est la République du Congo et derrière nous, c'est la République du Congo. Pour garantir la véritable paix sociale, il nous faut commencer par la libération de tous les prisonniers politiques car, ayant



suivi tous vos discours depuis le 29 décembre 2018 jusqu'à la date du 8 janvier 2019, rien ne satisfait le peuple congolais souverain dans ses attentes pour garantir réellement la paix sociale.

Ainsi, j'exige à vous de vous placer dans ses exigences objectives.

#### Objectifs spécifiques

1. Dialogue national inclusif ;
2. Révision de la gouvernance ;
3. Rapatriement des fonds dilapidés et placés dans les paradis fiscaux par nos compatriotes congolais ;
4. Sécurisation du peuple congolais par nos forces publiques et la mise à

leur disposition des moyens adéquats roulants, humains et financiers ;

5. Règlement de la situation des commerçants et usagers abusés sur nos routes nationales ;

6. Encouragement du secteur privé national dans la création des petites et moyennes entreprises ; petites et moyennes industries et petits constructeurs d'entreprises.

7. Réexamen de la situation des :

- Retraités
- Etudiants
- Opérateurs économiques et hommes d'affaires
- Libération de tous les prisonniers politiques.

#### Propositions

- Pour des objectifs généraux du dialogue national inclusif

- Mise en place d'un programme d'urgence commun associant la majorité, l'opposition et la société civile pour sortir le Congo du gouffre économique et social. Ce programme doit être exécuté par un gouvernement de large union nationale.

- Dialogue avec tous les partis politiques et la société civile.

- Reprise en charge par le dialogue national inclusif des dettes qui ne sont pas passées par l'Assemblée nationale et le Sénat.

- Mise à la disposition de la force publique du budget cap-solidarité pour

l'exécution de ses tâches (moyens roulants, moyens humains et moyens financiers).

- Rapatriement des fonds en douane pour la construction du Congo, afin de garantir sa paix et sa cohésion.

- Libre circulation sur le plan national et international des personnes.

- Financement des secteurs privés pour accompagner le PND.

- Etablissement d'un planning chiffré, équilibré, fiable et ficelé pour le paiement des retraités, des étudiants, des opérateurs économiques, des hommes d'affaires nationaux et internationaux.

- Aboutissement dans les plus brefs délais du programme avec le FMI, dans le respect de ses exigences, en tenant compte de la réalité de notre pays.

- Des descentes à effectuer dans le pays pour s'enquérir de la situation économique et sociale d'aujourd'hui, de demain et du lendemain.

- Relance du transport en commun : fluvial, routier et autres.

- Relance de l'agriculture, priorité des priorités.

- Electrification et industrialisation de toute la République du Congo.

- Pour des objectifs spécifiques Régler les problèmes catégoriels : retraités, étudiants, fonctionnaires, etc.

Nganguia Engambe



## INSPECTION GÉNÉRALE DES JURIDICTIONS

## Dieudonné Yobo installé dans ses fonctions

**Le nouvel inspecteur général des juridictions et des services judiciaires a été investi, le 10 janvier à Brazzaville, par le ministre de la Justice, des droits humains et de la promotion des peuples autochtones, Aimé Ange Wilfrid Bininga.**

Nommé par décret présidentiel en décembre dernier, Dieudonné Yobo succède à Michel Mvouo, admis à la retraite. Magistrat expérimenté, jusque-là juge à la Cour suprême, le nouvel inspecteur général des juridictions et des services judiciaires connaît bien l'appareil judiciaire congolais et reste conscient du travail qui l'attend. Quoique nouveau à ce poste, Dieudonné Yobo vient avec de grandes ambitions à la taille de la responsabilité qui lui est confiée. Le magistrat a circonscrit un plan d'action qui se résume en trois axes prioritaires. Son premier travail consistera à faire l'état des lieux de l'inspection générale des juridictions et des services judiciaires, son administration de prédilection, en dénombant le plus rapidement possible l'effectif réel des inspecteurs en activité mais aussi de tout le personnel évoluant sous sa tutelle, sans compter la logistique. « Notre plan d'action



Aimé Ange Wilfrid Bininga (à gauche) installant le nouvel inspecteur général/Adiac

consistera aussi à élaborer un programme d'activités pour l'année 2019, en nous inspirant de celui de l'année 2018, afin de déceler ce qui a été fait et corriger éventuellement les dysfonctionnements constatés. Il faut ajouter à cela le traitement au quotidien des dossiers et les missions d'inspection », a indiqué Dieudonné Yobo.

Prenant la parole à l'occasion, le ministre de la Justice, des droits humains et de la promotion des peuples autochtones a rappelé

à l'heureux promu les missions et les défis qui l'attendent. Au nombre desquels, la nécessité de faire de l'inspection générale des juridictions et des services judiciaires l'organe régulateur du système judiciaire congolais, dans le suivi de l'activité des juridictions, des services et des acteurs judiciaires.

Par ailleurs, Aimé Ange Wilfrid Bininga a attiré son attention sur trois choses, notamment le bon fonctionnement des juridictions

avec à la clé, la présence effective sur les lieux de travail ; le respect des procédures afin de mettre un terme définitif à la léthargie constatée dans le fonctionnement de Cours et tribunaux ; l'enlèvement dans le traitement des affaires soumises aux juridictions. « Je vous vois, par exemple, apprécier quotidiennement le rôle des chambres criminelles dans la préparation des sessions criminelles, puisque nous devons en avoir chaque année. Il est question aussi pour vous d'ap-

précier le fonctionnement des parquets et cabinets d'instruction dans le traitement des affaires et le contrôle des lieux de détention », a instruit Aimé Ange Wilfrid Bininga.

Né à Fort Rousset, devenu aujourd'hui Owando, Dieudonné Yobo a suivi normalement son cursus scolaire, jusqu'à arracher une licence en droit privé. Formé à l'École nationale d'administration et de magistrature, il commence sa carrière professionnelle au Tribunal de grande instance de Ouesso, dans la Sangha, en qualité de juge du siège et de juge des enfants, avant d'être nommé juge d'instruction au Tribunal de grande instance d'Impfondo, chef-lieu du département de la Likouala.

A partir de 1991, la carrière professionnelle du magistrat monte en flèche. Dieudonné Yobo a occupé, coup sur coup, le poste de procureur de la République près le Tribunal de grande instance de Dolisie, d'Owando, avant de devenir procureur général près la Cour d'appel d'Owando. Il a été aussi président de la deuxième chambre civile de la Cour d'appel de Pointe-Noire. Avant sa nomination, Dieudonné Yobo était juge à la Cour suprême.

**Firmin Oyé**

## ENSEIGNEMENT

## Validation des modules d'éducation à la sécurité alimentaire

**Les outils pédagogiques conçus par l'Institut national de recherche et d'action pédagogiques (Inrap), en collaboration avec les agences du Système des Nations unies, sont destinés aux formateurs et aux jeunes hors de l'école.**

L'atelier de validation du module de formation sur la sécurité alimentaire, nutritionnelle et la mise en œuvre des classes vertes au Congo se déroule les 10 et 11 janvier à Brazzaville. En effet, ce module est subdivisé en deux sous-modules :

d'alphabétisation à la maîtrise des notions de base de l'alimentation et de la nutrition, le premier sous-module est composé de deux unités d'apprentissage.

Contenant trois unités d'apprentissage, l'éducation à la production agricole a pour objectif d'inciter les apprenants à la production, la transformation et la conservation des produits agricoles. Selon le directeur général de l'Inrap, Augustin Nombo, il s'agit d'un outil pédagogique très important au service des enseignants et gestionnaires du système édu-

catif pour la transformation des comportements en matière de lutte contre la faim. Quant à la mise en œuvre des

classes vertes, il a rappelé que c'est une initiative des gouvernements congolais, gabonais et camerounais. Rappelant de son côté les dimensions principales de la sécurité alimentaire, la coordonnatrice résidente par intérim du Système des Nations unies au Congo, Suze Percy Filippini, a indiqué que des défis étaient encore multiples au niveau national. Il s'agit, entre autres, des prix élevés des produits alimentaires, de la faiblesse de la production agricole, l'insuffisance des revenus, la pauvreté, l'absence des mesures incitatives des jeunes aux métiers de l'agriculture, les difficultés d'accès au financement des activités agricoles.

Ainsi, pour relever ces défis, la représentante de la FAO compte sur la mise en œuvre du programme alimentaire scolaire (McGovern-Dole) en République du Congo. D'un montant de trente millions de dollars, soit environ cinq milliards F CFA, ce financement quinquennal du Département de l'agriculture des États-Unis cible soixante mille élèves par an dans trois cent dix-huit écoles. Un accent particulier sera mis sur la population

autochtone qui est la plus touchée par l'insécurité alimentaire, la malnutrition et la pauvreté. « C'est à travers ce programme que s'inscrit la formation à l'éducation à la sécurité alimentaire, nutritionnelle et la mise en œuvre des classes vertes. L'élaboration et l'utilisation des différents documents d'apprentissage concernant la sécurité alimentaire et nutritionnelle et la production agricole s'inscrit dans le cadre d'un effort national en vue d'améliorer la pertinence et la qualité de l'éducation et d'en élargir l'accès à un maximum d'enfants, en particulier dans les zones rurales », a-t-elle rappelé.

#### Concrétiser de l'enseignement des notions de base

La représentante de la FAO a, enfin, rassuré les participants que le développement de ces outils d'apprentissage et la mise en œuvre des classes vertes contribuent à acquérir certaines connaissances de base nécessaires à la vie courante. Il permettra aussi à familiariser les enfants et leurs parents avec les techniques de production vivrière et les problèmes d'alimentation ainsi que de nutrition et à encourager la création des jardins privés.

Présidant la cérémonie, le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, Anatole Colinet Makosso, a insisté sur le fait que ce module destiné aux enseignants, adolescents, filles-mères, mères de famille et adultes devrait permettre de renforcer les capacités des enseignants et animateurs d'alphabétisation. Ceci à travers la concrétisation de l'enseignement des notions de base de l'alimentation et de la nutrition, en utilisant les connaissances scientifiques et techniques en la matière dans le but d'adapter les curricula au contexte et à l'environnement des apprenants. « Il devrait également inciter les apprenants à la production, la transformation et la conservation des produits agricoles ; utiliser les connaissances fondamentales en production agricole dans les pratiques pédagogiques et l'animation des classes vertes ; conduire les activités de production agricole durable dans les écoles et les centres d'alphabétisation », a conclu le ministre, s'appuyant sur la mise en œuvre de la politique nationale de l'alimentation scolaire.

**Parfait Wilfried Douniama**



Le présidium/Adiac

« Education à l'alimentation et à la nutrition » et « L'éducation à la production agricole ». Visant à renforcer les capacités des enseignants et animateurs



FLÉCHÉS • N°1405

Fléchés crossword grid with clues in French such as 'LIVRAISON FAÇON DE PARLER', 'GALLINACÉS RÉSISTER', and 'QUANTITÉ DE VIN IMBÉCILE'.

MOTS MÊLÉS

Mots mêlés grid containing a 15x15 letter matrix for word search.

- List of words found in the Mots Mêlés grid, including BIRMAN, BLAMER, BLOCUS, CAHIER, COCASSE, CONTINENT, CRUCIAL, ECTOPIE, EUPHORIE, EXODE, FARFELU, FLECHE, FOUDRE, GOULAG, GRANGE, HORAIRE, JUILLET, LICITE, LUCARNE, LUXURE, MACEDOINE, MALOTRU, MANDAT, MANGA, MARDI, MAUSOLEE, NEVROSE, OTARIE, OXYDE, PASTIS, PERPLEXE, PERVERS, POULS, POUMON, PROFIL, REBELLE, SAVANT, SEJOUR, SEXUEL, SOUPAPE, SOURCE, SUJET, SURVIE, TEMPO, VALSER.

MOTS CASES • N°256

Mots Cases crossword grid with a 10x10 layout and a list of words to be placed in the grid.

• SUDOKU • GRILLE DIFFICILE • N°396 • • SUDOKU • GRILLE FACILE • N°404 •

Two Sudoku grids: a 9x9 grid for N°396 and a 6x6 grid for N°404.

EN PARTANT DES CHIFFRES REMPLISSEZ LA PAGE DE TELLE SORTE QUE CHAQUE COLONNE DE 3 X 3 CONTIENNE UNE SEULE FOIS LES CHIFFRES DE 1 À 9

LA SOLUTION DE LA SEMAINE

SOLUTION Le mot mystère est CONTREPÈTERIE

Mots casés

Mots Casés solution grid for N°256 with words like POSTE, PAON, RUBAUBER, GEOTE, LUIRE, TRAIRE, DEOEUFMUEA, NESSUISSSES, SATRIP, ARENOIE, REGRHENAN, BRIGUEDE, RELISMER, EETDOOC, SISES, NOCE.

Mots fléchés

Mots Fléchés solution grid for N°1405 with words like PSBAGR, SOUTIENGORGE, ILE RUINERA, INCARNER, CIL, TEK, AA, SI, KIR, ARAIRE, S, LEST, VBOUE, IL, OTTOMANS, ECUREUIL, UP, TURKANA, EBRE, SEC, ETIER, MEURTRIREZ, M, SOI, UR, UNI, GRELOTTANTES, ARENE, SASSE.

• SUDOKU • GRILLE DIFFICILE • N°394 • • SUDOKU • GRILLE FACILE • N°403 •

Two Sudoku grids: a 9x9 grid for N°394 and a 9x9 grid for N°403.



## ENVIRONNEMENT

## La BDEAC disposée à abriter le Fonds bleu pour le Bassin du Congo

L'ambition a été exprimée par le président de l'institution financière sous-régionale, Fortunato-Ofa Mbo Nchama, le 10 janvier à Brazzaville, à l'issue d'un entretien avec la ministre du Tourisme et de l'environnement, Arlette Soudan Nonault.



La ministre du Tourisme et de l'environnement s'entretenant avec le président de la BDEAC

Décidée de se positionner pour abriter le Fonds bleu, la Banque de développement des États de l'Afrique centrale (BDEAC), par la voix de son président, a fait savoir l'importance que le président de la République du Congo, Denis Sassou N'Guesso, accorde aux questions climatiques.

Pour le président de la BDEAC, il est question de travailler d'emblée pour y parvenir. « Nous avons tissé des partenariats avec des organisations internationales en la matière. Au niveau interne, suivant la détermination du président Denis Sassou N'Guesso, nous avons changé l'organigramme de la BDEAC pour créer des directions spécifiques qui ne

s'occupent que des affaires de la finance climatique (finance verte). Nous avons modifié les statuts, parce que le financement de ce secteur n'était pas contenu dans les statuts de la BDEAC. Aussi, parce que dans les réformes que nous sommes en train de faire, nous avons prévu que la banque puisse intervenir dans le financement de la finance verte », a expliqué Fortunato-Ofa Mbo Nchama. S'agissant de ces réformes, elles ont été adoptées par le conseil d'administration et seront définitivement adoptées, le 16 janvier, par l'assemblée générale. C'est pour dire que la BDEAC s'est préparée mais pour avoir plus d'information, elle s'est rapprochée de la ministre du

Tourisme et de l'environnement afin de lui signifier formellement sa volonté d'abriter ce fonds.

Pour sa part, Arlette Soudan-Nonault a déclaré que le Fonds bleu est un fonds financé. « Il nous faut aujourd'hui une banque dépositaire de ces fonds qui vont être levés, parce que nous avons déjà pratiquement bouclé l'étude de préfiguration de la gouvernance du Fonds bleu. Le président général de la BDEAC est venu nous voir en nous proposant d'abriter ces fonds en tant que partenaire économique », a-t-elle indiqué.

Bruno Okokana

## TRIATHLON

## Le Congo assure la présidence de la zone 4

Le président de la Fédération congolaise, Bertrand Mbioko, a été désigné pour diriger la discipline au niveau de l'Afrique centrale. Dans son agenda, plusieurs défis à relever.



Bertrand Mbioko présidera aux destinées de la zone 4

L'un des principaux axes de son mandat à la tête de la structure chargée du triathlon dans la sous-région est de le vulgariser dans les huit pays membres de la zone 4. « Nous allons travailler main dans la main avec tous les pays pour intéresser davantage les jeunes à la pratique de cette discipline qui n'est pas assez connue et pratiquée en Afrique centrale », a fait savoir Bertrand Mbioko. L'action sera ainsi mise sur la formation des athlètes et cadres techniques.

Pour atteindre les objectifs fixés, Bertrand Mbioko compte sur l'appui de la Fédération internationale. Celle-ci, en effet, demande à la présidence de la zone 4 d'élaborer un programme de développement de la discipline. Aussi le Congo devrait-il faire son baptême de feu en organisant une compétition de triathlon réunissant les pays de la sous-région à Brazzaville. Le pays a des installations qu'il faut pour abriter la compétition. La Fédération internationale, pour sa part, fournira des équipements sportifs pour accompagner le processus de vulgarisation du triathlon. Un don que bénéficiera le pays hôte.

Récemment au Cameroun, une rencontre a mis autour d'une table les responsables sous-régionaux de la discipline. La délégation du Congo a eu du mal à faire le déplacement alors que la tutelle avait donné son aval. La Fédération s'est arrangée à s'y présenter avec moins de dix athlètes. Ils ont pris part à une animation sportive tandis que les présidents des fédérations nationales ont eu une formation visant à leur donner des outils techniques et stratégiques afin de redynamiser la discipline au niveau de la sous-région, en dehors du séminaire de coaching.

Rominique Makaya

## CONGO-ONU

## Le système des Nations unies veut que l'Etat accélère l'enregistrement des naissances

La représentante de l'Unicef au Congo, Micaela Marques de Sousa, a renouvelé, du 9 au 10 janvier à Brazzaville, leur engagement à accompagner le gouvernement dans la mise en œuvre des stratégies d'accélération d'enregistrement de naissances à l'échelle nationale.

Le fonctionnaire onusien a réaffirmé la volonté de son institution lors des journées parlementaires de la Francophonie sur les enfants sans identité qui se sont tenues au Palais des congrès de Brazzaville. L'organisation de ces rencontres confirme la volonté et la capacité du parlement d'encourager les États et les gouvernements membres de la Francophonie de garantir l'établissement d'un état civil public,

ouvert à tous sans discrimination, et d'assurer la gratuité de l'enregistrement des naissances et la délivrance d'acte d'état civil grâce à des procédures universelles, simples et accessibles à tous.

La représentante de l'Unicef au Congo a argumenté : « L'Unicef plaide pour un taux d'enregistrement de naissance en République du Congo atteignant 100% d'ici à 2030. L'enregistrement de la naissance est un droit qui confère à l'enfant un nom, une filiation, une citoyenneté et une nationalité. Un enfant non enregistré à l'état civil n'existe pas car, n'étant pas connu des services officiels du pays. L'enregistrement de naissance est un devoir de tous les parents et une obligation de l'Etat. Un enfant non enregistré

est un enfant sans avenir ».

Par ailleurs, le bureau pays du haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), en collaboration avec les délégués des ministères, la société civile et les partenaires impliqués dans le système de délivrance et de contrôle des actes d'état civil, a récemment élaboré une première version du plan d'action national devant permettre au Congo d'éradiquer l'apatridie entre 2019-2024.

Le document élaboré prend en compte les orientations du plan de la Conférence internationale de la Région des Grands Lacs sur la lutte contre l'apatridie. Il définit les activités, l'échéance, les acteurs responsables et impliqués ainsi que le budget de

chaque activité comme souhaité par le HCR dans sa campagne mondiale appelée « Ibelong ». L'objectif fixé dans ce plan est de faire qu'aucun enfant ne naisse ou ne soit apatride sur le territoire congolais d'ici à 2022, d'améliorer la législation nationale sur la nationalité en supprimant toutes les dispositions discriminatoires, et de disposer des données quantitatives et qualitatives des personnes apatrides ou à risque d'apatridie d'ici à 2020 dans le pays.

Dans ce document, le HCR formule plusieurs suggestions dont l'organisation prochaine des audiences foraines ainsi que l'adoption par le Congo des conventions de 1954 et de 1961 des Nations unies relatives à la

lutte contre l'apatridie.

Selon les données disponibles à l'Unicef-Congo, environ 96% des enfants de moins de 5 ans sont enregistrés à l'état civil, ce qui le classe en tête des pays de la sous-région Afrique de l'ouest et du centre qui ont le plus grand taux d'enregistrement de naissance. Cependant, ce taux cache des disparités entre les enfants bantous et les enfants autochtones. En effet, seulement 32% des enfants autochtones ont un certificat de naissance contre 96% au niveau national. L'objectif affiché par l'Unicef au niveau régional est que d'ici à 2021, plus de 30% d'enfants de moins d'un an aient leur naissance enregistrée, et cela concerne au moins dix millions d'enfants.

Fortuné Ibara